SAMEDI 30 OCTOBRE 1875 — 50e ANNÉE — N° 15095 — SAMEDI 30 OCTOBRE 1875

GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

ABONNEMENT
PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

BUREAUX
2, RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire

JUSTICE CIVILE. — *Tribunal de commerce de la Seine* : Assurance contre l'incendie ; diminution du risque ; réduction proportionnelle de la prime.
JUSTICE CRIMINELLE. — *Cour d'assises du Loiret* : Assassinat ; vol ; recel ; cinq accusés.
TRIBUNAUX ÉTRANGERS. — *Cour d'assises de Rome* : Affaire Sonzogno.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Marteau.

Audience du 19 octobre.

ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE. — DIMINUTION DU RISQUE. — RÉDUCTION PROPORTIONNELLE DE LA PRIME.

La prime d'assurance est réductible proportionnellement à la diminution du risque, alors même que la déclaration de diminution du risque aurait été faite par l'assuré postérieurement à l'échéance de la prime ; mais, dans ce cas, l'assuré doit payer intégralement la partie de la prime courue depuis l'échéance jusqu'au jour de la déclaration.

Mme veuve Courtois, fabricante de cuirs vernis, a fait assurer son usine contre l'incendie par la compagnie d'assurances le Lloyd belge, dont le siége social est à Anvers (Belgique). Aux termes de l'article 3 de la police, cette compagnie se réservait le droit de réduire en tout temps le montant de l'assurance, ce qui est en quelque sorte de règle pour les fabriques et usines dont l'importance peut varier ; et, dans le cas où l'assurée n'accepterait pas la réduction, la compagnie se réservait un autre droit, celui de résilier la police.

Mme veuve Courtois avait-elle aussi le droit de réduire le montant de l'assurance, et par suite celui de la prime ? Dans l'espèce soumise au Tribunal, la compagnie ne le contestait point, et en effet il est rationnel que l'assuré ait, en pareille matière, le bénéfice de la réciprocité, car il est de principe que là où il n'y a pas de risque, l'assurance n'a pas de raison d'être, ou que si le risque vient à diminuer, l'assurance soit réduite dans une proportion équivalente ; mais la compagnie soutenait que le droit de réduction invoqué par Mme veuve Courtois n'ayant été exercé que trois jours après l'échéance de la prime, laquelle est toujours payable une année d'avance, ne pouvait avoir d'effet que pour l'année suivante, c'est-à-dire en d'autres termes, que la prime échue était due sans aucune réduction.

Le Tribunal, après avoir entendu les plaidoiries de Me Buisson, agréé de la compagnie le Lloyd belge, et Me Caron pour Mme veuve Courtois, a rejeté la prétention de la compagnie par le jugement suivant :

« Attendu que la compagnie d'assurances contre l'incendie le Lloyd belge soutient à l'appui de sa demande qu'au jour de l'échéance de la prime, soit le 1er août dernier, la dame veuve Courtois n'avait fait aucune déclaration à la compagnie, et que les primes des années qui suivent la première année de l'assurance se payant à échéance convenue, du 1er août en l'espèce, la dame veuve Courtois devrait être tenue au paiement de la somme réclamée, ses déclarations en réduction ne pouvant avoir d'effet que sur la prime à payer en août 1876 ;

« Mais attendu qu'on ne saurait admettre qu'un assuré puisse payer une prime sur un risque qui n'existe pas ; qu'au surplus, si l'article 3 de la police d'assurance réserve à la compagnie demanderesse le droit de réduire en tous temps le montant de l'assurance lorsqu'il porte sur fabriques, usines, etc., envisageant ces fabriques, usines, etc. comme objets sujets à varier, et si, par le même article, la compagnie impose à l'assuré la résiliation si celui-ci ne consent pas à la réduction demandée, il est de toute équité que l'assuré puisse jouir de la réciprocité, sous la réserve toutefois de payer sa prime jusqu'au jour de sa déclaration, au prorata du montant de la police, pour ne bénéficier de la réduction qu'à partir du jour qui suit sa déclaration ; qu'en l'espèce, la déclaration ayant été faite le 3 août 1875, il est dû pour ces trois jours la somme de 2 fr. 25 c., le surplus de la prime pour 1875-1876 devant être fixé d'après les nouvelles déclarations faites dès avant ce jour à la compagnie par la dame veuve Courtois ;

« Par ces motifs,

« Le Tribunal,

« Jugeant en dernier ressort ;

« Condamne la dame veuve Courtois, par les voies de droit, à payer à la compagnie d'assurances le Lloyd belge la somme de 2 fr. 25 c., avec les intérêts suivant la loi, et pour le surplus, condamne dès à présent la dame veuve Courtois, par les mêmes voies, à payer à la compagnie d'assurances contre l'incendie le Lloyd belge la somme dont elle ressortira débitrice pour trois cent soixante-deux jours d'assurance, d'après les déclarations nouvelles par elle faites à la compagnie d'assurances contre l'incendie le Lloyd belge, le 3 août 1875 ;

« Condamne en outre la dame veuve Courtois aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DU LOIRET

(Correspondance particulière de la *Gazette des Tribunaux.*)

Présidence de M. de Boisjolly.

Audience des 27 et 28 octobre.

ASSASSINAT. — VOL. — RECEL. — CINQ ACCUSÉS.

(Voir la *Gazette des Tribunaux* des 28 et 29 octobre.)

M. le président continue l'audition des témoins.

M. Jules Amnon, receveur de rentes à Orléans, rue d'Escures, connaissait le père Beaudenuit depuis près de dix ans. Il faisait toutes les affaires de la victime, qui semblait avoir grande confiance en lui.

M. Amnon donne des détails sur le nombre des valeurs dont il savait Beaudenuit possesseur. Il l'a vu pour la dernière fois le 10 juillet, et lui a remis ce jour-là 100 fr. 15 c. Le vieillard avait de plus, sur lui, une somme de 62 fr. 50 c., qu'il venait de toucher à la trésorerie générale pour un trimestre de sa pension d'ancien militaire.

La femme Marie-Adélaïde Fromentin, veuve *Beaudenuit*, est appelée ensuite. C'est l'une des belles-filles de la victime. Cette femme est jardinière, rue Vieille-Levée, à Orléans. Le samedi 14 août, son beau-père est venu lui acheter de la salade et des oignons. Elle lui a offert un concombre, qu'il a accepté avec plaisir, mais qu'il lui a payé 10 centimes. Il était alors environ dix heures et demie. Beaudenuit ne resta pas longtemps ; il avait, disait-il, à aller toucher des rentes et, de plus, à s'occuper d'un billet dont le recouvrement lui causait quelque inquiétude.

Le jour où les obsèques du vieillard ont eu lieu, elle est allée à La Chapelle, est entrée dans la chambre et a vu les restes des légumes qu'elle avait vendus à son beau-père.

Femme Blanchard, née Marie-Angélique Bruant, vigneronne au quartier de Poilly, au lieu dit la Croix-Noble, est la propriétaire de l'âne dont il a été question au cours de l'interrogatoire des trois principaux accusés. Alexandrine est venue chercher cet âne le samedi 14 août au matin, ses parents ayant à aller vendre du fourrage à Orléans. Elle est revenue le soir, vers dix heures et demie, ramenant l'âne ; elle était accompagnée de la jeune Marie Godefroid et s'en alla aussitôt. « Eh bien ! dit le témoin, tu ne déshabilles donc pas l'animal ? — Bah ! répondit Alexandrine Pitou, vous le ferez mieu que moi ! »

(Sur interpellation.) Il faut seize minutes environ pour franchir le chemin de la maison Pitou jusqu'à la nôtre.

Le sieur *Constant Beaudoin*, épicier à Saint-Jean-de-la-Ruelle, quartier de la Madeleine, a vu Beaudenuit, le samedi 14 août, vers cinq heures et demie ou six heures, et lui a vendu un morceau de porc salé. D'après lui, en calculant la distance, et en tenant compte de l'âge du vieillard, Beaudenuit n'a pas dû arriver chez lui avant sept heures un quart ou sept heures et demie.

Marie Godefroid, âgée de neuf ans, ne prête pas serment. Des questions que lui pose M. le président, il résulte que le 14 août, vers le soir, elle est allée voir Alexandrine Pitou. Celle-ci était seule et travaillait à l'aiguille. Bientôt les époux Pitou arrivèrent, venant de la ville, avec l'âne de la mère Blanchard. Sur l'ordre de la mère, Alexandrine alla conduire l'âne à la Croix-Noble, et l'enfant l'accompagna. En passant près de la maison de Beaudenuit, la jeune Marie vit le vieillard qui travaillait à sa vigne. Alexandrine dut l'apercevoir aussi, car elle regardait de son côté ; mais elle ne dit rien. Au retour, Alexandrine n'entra pas chez Beaudenuit ; les deux compagnes se quittèrent devant la maison Godefroid. L'enfant ne sait pas indiquer au juste l'heure de la séparation ; mais il faisait encore jour.

Didier (Alphonse), meunier au Moulin-Blanchard, demeurant au quartier de Maison-Rouge, déclare que l'accusé est venu lui apporter du méteil à moudre en farine. D'après le témoin, la date à laquelle il a rendu la somme à Pitou est le lundi 9 ou le mardi 10 août, mais assurément pas le 14. Pitou était venu le matin, vers neuf heures, et il avait dit avoir un besoin urgent de sa farine. On la lui a livrée le soir même.

M. le président : Pitou affirme avoir été chez vous le vendredi. — R. Non, monsieur, c'est au commencement de la semaine, le lundi ou le mardi, j'en suis bien sûr.

Pitou : C'est un mensonge !

Me Johanet : En avez-vous fait mention sur un livre ?

Le témoin : Non, je ne tiens pas d'écritures pour ces choses-là.

Godefroid (Claire), vigneronne, âgée de dix-huit ans, dépose ensuite. C'est par cette jeune fille que la justice est parvenue à rétablir la vérité, entre les témoignages contradictoires de ses deux sœurs, qu'on entendra plus tard, et d'Alexandre Pitou. Elle ne sait pas écrire, mais elle faisait tenir compte, sur un livre, de ses journées de travail par une de ses sœurs.

Aline et Honorine Godefroid, on se le rappelle, attendaient, un soir, devant leur porte, que Claire revînt de Chaingy, et virent passer Pitou, avec lequel elles échangèrent quelques paroles.

Toutes deux avaient affirmé d'abord que c'était le vendredi 13 août. Or, l'inscription au livre, d'une part, et, de l'autre, les déclarations de plusieurs témoins, prouvent que la date vraie est le samedi soir. Les deux sœurs, d'ailleurs, en rappelant leurs souvenirs, ont rétabli la vérité du fait.

Claire Godefroid devait aller en journée les 11, 12 et 13 août dans la famille Amelin, à Chaingy. Elle y alla en effet les 11 et 12 ; mais sa tante Déparday l'ayant réclamée, elle passa chez elle la journée du vendredi, et alors alla chez M. Amelin le lendemain samedi.

C'est le soir de ce jour, samedi, que ses sœurs l'attendirent sur le chemin ; elles ne l'eussent pas fait la veille, la maison de sa tante étant très rapprochée.

Cette déposition est confirmée par celle de Jules-Adrien Amelin qu'on appelle ensuite à la barre.

Le sieur Amelin est certain que Claire Godefroid n'est pas venue dans sa maison le vendredi. Il se le rappelle d'autant mieux qu'il était malade ce jour-là. Claire était attendue, en effet, mais elle ne vint que le lendemain samedi, s'excusant d'avoir été obligée de donner sa journée à sa tante.

Godefroid (Aline) s'exprime ainsi :

Le samedi 14 août, vers dix heures du soir (je m'étais trompé de jour autrefois), j'étais sur le pas de ma porte avec ma sœur Honorine ; nous attendions le retour de Claire, qui était à Chaingy. Je vis venir un homme sur le chemin de Croque-Châtaigne qui borde notre maison. C'était Alexandre Pitou, dont la demeure est distante de la nôtre d'une centaine de mètres. Sachant qu'il a l'habitude de se coucher plus tôt, entre huit heures et demie et neuf heures, je lui dis : « Où allez-vous donc par là, voisin, à cette heure ? » — « Je vais au-devant de ma fille Alexandrine, par la Maison-Rouge. » Et il continua son chemin.

Nous remarquâmes qu'il s'arrêtait de temps à autre, et qu'il regardait de droite à gauche.

La fille Aline ajoute qu'elle n'a pas vu Pitou revenir et qu'elle ignore si Alexandrine était, ce jour-là, en journée chez Beaudenuit.

Sur la question qui lui est posée, le témoin dit n'avoir pas remarqué si Pitou cachait quelque chose sous sa blouse. Il avait une main dans sa poche, l'autre appuyée sur la hanche gauche. Le temps était clair, mais elle n'a rien vu.

Godefroid (Honorine) confirme de point en point la déposition de sa sœur. Elle n'a pas vu non plus que l'accusé cachât quelque chose sous sa blouse. Pitou s'est dirigé vers le hameau de Maison-Rouge, disant qu'il allait au devant de sa fille. Il ne s'est arrêté qu'un instant. Il avait « mine de songer un peu. »

M. le président à Pitou : Que dites-vous de cela ?

Pitou : Je ne pouvais avoir l'air inquiet. J'étais comme toujours.

En vertu du pouvoir discrétionnaire de M. le président, il est donné lecture de la déposition faite dans l'instruction par la femme Hamelin, qui n'a pas été citée. Elle est conforme à celle de son mari ci-dessus résumée.

Deparday (Auguste-Honoré), demeurant à Croque-Châtaigne, a vu, le samedi soir, pendant qu'il fumait sa pipe dans la vigne située en face de sa maison, Pitou et sa fille passer rapidement sur le chemin, venant du côté de la maison Beaudenuit et se dirigeant vers leur demeure. Il était dix heures passées.

D. Comment pouvez-vous préciser l'heure ? — R. Je ne peux pas l'indiquer au juste ; mais le samedi, j'avais travaillé plus tard que de coutume, à cause de la fête du lendemain. J'ai soupé, puis j'ai bourré ma pipe et j'ai été la fumer dehors. Je me suis assis dans ma vigne ; j'ai vu passer Pitou et sa fille, qui n'ont pas soupçonné ma présence. Ils marchaient vite et ne se disaient rien. Ma pendule retardait ; je l'avais regardée au moment de mon souper ; je n'ai plus fait attention à l'heure, mais il devait être dix heures et demie quand je suis rentré.

Pitou (Alexandrine), interpellée, répond que le témoin se trompe évidemment. C'est le vendredi qu'il l'a vue sur le chemin avec son père, et non le samedi.

Le témoin persiste.

M. l'avocat général donne lecture de l'interrogatoire de la femme Deparday. Quand son mari est venu se coucher, il lui a dit avoir vu passer le père et la fille Pitou.

L'audience est suspendue pendant cinq minutes Elle est reprise à quatre heures et demie.

On appelle le dix-septième témoin.

Pitet (Jean-Jacques), bourrelier à la Guide, commune de La Chapelle, raconte que, du 4 au 5 août, Pitou lui a apporté un manche de fléau et une verge qu'il a montée.

Il les reconnaît sur la table des pièces à conviction. Mais la verge (l'instrument du crime) n'a plus pour lui l'aspect ordinaire ; elle a changé de couleur (par suite du séjour dans l'eau).

Le lendemain de la fête du pays, le 16 août, Pitou est venu demander qu'on lui ajustât une nouvelle verge, se plaignant que la sienne lui eût été volée.

Aupert (Célestine), veuve Blanchon, journalière au quartier des Petites-Noues, commune de Chaingy, dépose que, le 15 août, elle est allée passer la journée chez les époux Pitou, où son fils est venu le soir avec un de ses camarades. Elle s'étonna de l'absence du « père Alexandre. » — « Il est allé à Ormes, voir son frère qui est bien malade, dit Alexandrine. » — « Ah ! sotte ! répliqua la mère, il est bien plus loin que ça ! »

La femme Blanchon a déjeuné, puis soupé, en compagnie de son fils et du camarade de celui-ci, dans la maison Pitou. Elle a mangé d'une tarte aux prunes — un pâté, suivant l'expression du témoin, — qu'on lui a dit cuite de la veille, en même temps que le pain. La femme Pitou a dit que son pain était maigre (mauvais), et elle en avait envoyé quérir d'autre chez le boulanger.

Le soir, on est allé en compagnie à l'assemblée du bourg. On est rentré tard ; la femme Blanchon est restée à coucher. Alexandre Pitou est arrivé vers deux heures du matin. Le témoin ne dormait pas. — « Eh bien, dit-elle, vous voilà arrivé ? — Mais oui, je suis bien fatigué. — Ça va-t-il mieux là-bas ? (allusion au frère malade que l'accusé était censé avoir été visiter.) — Oui. »

Pitou se mit à table et mangea. Le lendemain matin, il fut le premier sur pied. Il alla à sa grange, revint en se plaignant qu'on lui eût volé la verge de son fléau, et alla chez Pitet, le bourrelier, pour faire faire la réparation nécessaire.

Cauchois (Jules), ouvrier marbrier, demeurant à Orléans, rue du Tabour, est le jeune homme qui est allé avec Célestin Aupert, fils du témoin précédent, souper chez les Pitou, le jour de l'Assomption. Alexandre Pitou était absent ; il était, a-t-il entendu dire, auprès de son frère malade. On l'attendit pour souper ; mais, comme il n'arrivait pas, on se mit à table sans lui. On est allé ensuite à l'assemblée.

Corbin (François-Frédéric), aubergiste à Villeneuve-d'Ingré, a vu le 15 août, vers neuf heures et demie, Alexandre Pitou entrer dans son auberge. Ce dernier, après avoir mangé des biscuits trempés dans du vin, lui dit qu'il était sorti, la veille, de l'hospice d'Orléans ; qu'il venait de La Chapelle-Saint-Mesmin, et que, quoique très souffrant encore, il fallait qu'il allât à Châteaudun, et en fût de retour le soir même, à cause de la fête du pays. Il demanda les renseignements nécessaires pour pouvoir prendre la correspondance du chemin de fer de Chartres. Le témoin n'a rien vu de suspect entre les mains de Pitou ; mais plus tard, quand il a connu l'assassinat de Beaudenuit, et qu'il a su que Pitou était soupçonné d'en être l'auteur, il s'est rappelé son attitude embarrassée et la persistance avec laquelle il baissait les yeux ; il n'était pas dans « les conditions d'habitude. »

Lecœur (Marie-Eugénie), femme Cosson, aubergiste au quartier des Barres, commune de Boulay, ne connaissait pas l'accusé. Il est entré chez elle le 15 août, au matin, vers dix heures et demie. Il mangea du civet de lapin et but un demi-litre de vin. Tout en déjeunant, il tira d'une poche de son pantalon deux titres et demanda à l'aubergiste si elle voulait les lui acheter. « Je viens, dit-il, du Mans ; une tante de quatre-vingt-deux ans que j'ai là-bas en a beaucoup comme cela ; elle m'en a donné deux, j'ai besoin d'argent, c'est une bonne occasion. » Sur le refus de son interlocutrice, il ajouta : « Eh bien, je les vendrai à Châteaudun ou à Artenay. — Pourquoi pas plutôt à Orléans ? dit la femme Cosson, ce serait bien plus simple ! — A Orléans ! je ne sais pas si on vend ça. » Et il quitta l'auberge vers onze heures et demie.

L'âge de quatre-vingt-deux ans était précisément celui de Beaudenuit. Pitou avait une tante au Mans, qui ne lui a jamais rien donné, et qui est morte à quatre-vingt-dix-neuf ans.

Venier (Rosalie), femme *Gouvret*, cabaretière aux Barres, commune de Boulay, a reçu, le même jour du 15 août, la visite de l'accusé, vers midi ; il prit un verre de vin rouge, et, en le buvant, il proposa à la femme Couvret de lui vendre deux titres : « C'est ma tante, la veuve Fouquet, qui me les a donnés, dit-il ; elle est bien riche ; elle a quarante-deux maisons. » Elle refusa d'acheter les titres. Quelques instants plus tard, Pitou, qu'elle ne connaissait pas, reprit : « Sur le tas où je les ai pris, il y en avait bien d'autres. — Comment ! le tas où vous les avez pris ! Votre tante ne vous les a donc pas donnés ? » Cette question de l'aubergiste sembla embarrasser l'accusé qui ne répondit pas. Le facteur de Chevilly, Jules Lefèvre, arriva alors. Pitou l'invita à boire et lui proposa aussi des titres ; le facteur les examina attentivement, et le témoin l'entendit dire qu'il y avait un titre de rente française et une obligation Romaine de 500 francs. Le facteur parti, Pitou fit une nouvelle tentative près du sieur Couvret, et lui offrit les deux titres pour 100 francs. — « Non, répliqua celui-ci, je n'ai pas d'argent, et en eussé-je que je ne les prendrais pas, même pour 1 franc. Il faut que vous les ayez trouvés ou volés ! »

Gaillard (Désiré), clerc de notaire chez Me Boissonnet, à Saint-Péravy-la-Colombe, a reçu, le même jour du 15 août, entre cinq heures et demie et six heures, la visite de Pitou qui lui proposa les deux titres en question. Sur le refus qui lui fut fait, Pitou demanda le taux de ces valeurs. M. Gaillard, en consultant le tableau de la Bourse sur son journal, lui répondit qu'elles valaient, à ce jour, 376 francs. Il lui conseilla de les négocier à Orléans et lui donna l'adresse de M. Antony Rogier, agent de change. Pitou, qu'il questionna sur la provenance des titres, lui donna son véritable nom et dit qu'il tenait ces papiers d'une tante à lui, qui les lui avait donnés.

Marchal-Piédallu, boulanger à Saint-Péravy, chez lequel Pitou s'est rendu ensuite, a acheté les deux titres qui ont, plus tard, été saisis à la caisse d'escompte d'Orléans. L'accusé a dit se nommer Alexandre Fouquet, né à Montmirail, demeurant à Orléans, rue Porte-Madeleine, 8. Le témoin a acheté les deux obligations moyennant 280 francs.

La femme *Maréchal*, qui a assisté à la vente et au paiement, et près de laquelle l'accusé est revenu dans la soirée, prétextant qu'on lui avait donné deux billets de 5 francs pour des billets de 100 francs, dépose dans le même sens.

M. le président fait remarquer combien il est regrettable que les époux Maréchal se soient prêtés à cette acquisition, sur laquelle ils réalisaient, aux cours de la Bourse, un bénéfice de près de 100 francs, pour des titres dont la valeur primitive avait été de 660 francs. Si les voleurs, ajoute-t-il, n'espéraient pas toujours trouver des gens cupides, qui se font, dans la circonstance, leurs véritables complices, ils ne voleraient pas !

Le sieur Lechien (Gustave), restaurateur à Paris, rue Dufresnay, a occupé chez lui la femme Karger. Elle lui a, un jour, proposé des titres. Il a refusé de les acheter, disant qu'il n'y connaissait rien. Elle est revenue à la charge, les titres à la main. Il a opposé un nouveau refus.

La femme Karger, interrogée, prétend que c'est Pitou qui a proposé ces titres à M. Lechien ; elle l'accompagnait, mais elle n'a rien offert elle-même.

Le témoin lui donne un démenti complet sur ce point.

Bernier (Joseph), garçon de recettes de M. Martinet, changeur, boulevard Sébastopol, à Paris, ne connaît que trois des accusés : Pitou et ses deux cousins de Paris. Il expose les démarches faites chez son patron pour la négociation d'un titre Ottoman ; il a accompagné la femme Karger et les deux hommes à leur domicile, rue Mesnil, n° 9, à Passy-Paris ; il a remis à Pitou 230 francs ; un deuxième titre a été payé le même prix à la caisse de la maison Martinet. Le témoin a su que, plus tard, un nouveau titre a été soldé dans les mêmes conditions ; mais il n'était point présent.

Un dernier témoin, la femme Violot (Jeanne), épouse de Louis Meunier, l'accusé, est appelé à la barre.

A raison de ses liens de parenté avec son client, Me Henri Deschamps s'oppose à l'audition de ce témoin.

M. l'avocat général n'insistant pas, la Cour décide que la femme Meunier ne sera pas entendue.

L'audience est suspendue à six heures et renvoyée à demain pour la continuation des débats.

Durant cette longue audience, l'attitude des accusés a été à peu près la même que la veille. Seule la fille Alexandrine Pitou a eu, en présence de certains témoignages, une physionomie un peu étrange. Elle a semblé rire à plusieurs reprises.

Quand M. le président lui a fait savoir que Pitou, revenant sur ses déclarations de la première audience, avouait l'avoir été chercher chez Beaudenuit le samedi et non le vendredi, elle a paru un instant décontenancée par ce revirement, auquel sans doute elle ne s'attendait pas ; mais elle a bien vite retrouvé son assurance et a persisté obstinément dans son système de défense, que la femme Pitou a, de son coté, appuyé avec la même volubilité de langage qu'hier.

Audience du 28 octobre.

A la reprise de l'audience, à dix heures trois quarts, M. le président s'adressant aux accusés, leur demande s'ils ont quelque déclaration à faire.

Pitou : Que chacun dise la vérité comme moi ! Je ne demande que la vérité !

M. le président : Reconnaissez-vous que vous avez reçu trois valeurs de Beaudenuit quelques semaines avant le crime, comme vous l'aviez déclaré dans l'instruction ? — R. Non, je n'ai rien reçu jamais.

D. Alors vous aviez menti ? — R. Oui.

D. Reconnaissez-vous être allé le samedi soir attendre votre fille près de la maison Beaudenuit, et qu'elle en est sortie rapportant les valeurs ? — R. Oui.

D. C'est le même soir que vous avez été vu par les filles

Godefroid et que vous leur avez parlé ? — R. Oui.

D. Le même soir aussi que vous avez été vu avec votre fille sur le chemin, sans vous en douter, par le témoin Deparday ? — R. Il a pu nous voir, je ne l'ai pas vu.

D. Enfin, votre fille a-t-elle, ce soir-là, rapporté les valeurs de Beaudenuit? — R. Oui, mais ne me les a pas montrées.

D. Les a-t-elle montrées à sa mère? — R. Non, elle en a parlé seulement.

D. Il a été convenu qu'on cacherait cet argent? — R. Oui.

D. Vous reconnaissez avoir été à Saint-Péravy, avoir donné un faux nom au boulanger Maréchal? — R. Je ne comprends pas cela, c'est une drôle de chose ! J'avais bu un coup, je ne sais pas comment j'ai donné le nom de ma mère pour le mien. Mais j'ai bien dit mon nom au notaire.

D. Vous reconnaissez aussi être allé à Paris, avoir vendu des titres par l'intermédiaire de vos cousins, avoir envoyé Louis Meunier à La Chapelle, en lui disant : « Va voir comment que ça va ; apporte-moi des nouvelles du pays ? » — R. Je n'ai pas dit ça.

L'accusé déclare qu'il a été en Espagne, parce qu'il pouvait se croire inquiété pour les deux titres dont il était porteur, mais jamais à cause de l'assassinat, dont il jure qu'il n'est pas coupable. Interpellé, il affirme que sa verge de fléau lui a été volée dans sa grange, et qu'il s'en est aperçu le lundi matin.

La fille Pitou, interrogée ensuite, persiste dans les déclarations qu'elle a faites jusqu'ici à l'audience. Elle prétend que son père se trompe de jour : c'est le vendredi soir qu'elle est revenue sur le chemin de chez Beaudenuit, avec son père qui l'attendait. Elle maintient tout ce qu'elle a dit, en tenant la tête penchée, les yeux baissés, les bras croisés.

La femme Pitou, la femme Karger et Meunier confirment ce qu'ils ont dit jusqu'ici. Seulement la nouvelle déclaration de la femme Karger est en désaccord avec la mère Pitou, sur la question des valeurs. La mère Pitou dit avoir donné les titres à sa cousine ; celle-ci prétend seulement les avoir reçus en dépôt, pour les escompter à Paris. Quand la femme Karger a été rechercher sa petite fille à La Chapelle, elle avait l'argent dans sa poche, mais elle n'a pu le remettre, la mère et la fille Pitou étant alors en prison.

Me Johanet demande à poser une question à M. le docteur d'Olier.

Le docteur est appelé à la barre.

Me Johanet : Dans les nombreux coups qu'a reçus le père Beaudenuit, y en avait-il un seul mortel ?

M. le docteur d'Olier : Non. Beaudenuit a été frappé au lit ; il s'est sans doute levé ensuite et a été trébucher à travers la chambre. Il est mort des suites de l'hémorrhagie. Aucune des fractures et des plaies que j'ai constatées n'était assez grave pour entraîner la mort par elle-même. Si on était venu à son secours, Beaudenuit aurait peut-être pu survivre.

M. l'avocat général : Dans l'opinion du témoin, la mort est cependant le résultat des coups ? — R. Certainement.

A onze heures et demie, la parole est donnée à M. l'avocat général Bayeux.

M. l'avocat général établit d'abord une comparaison entre l'affaire actuelle et une affaire à peu près analogue que la Cour d'assises du Loiret a eu à juger au mois de juillet dernier, l'assassinat d'un vieillard à Bou par un nommé Regnard. Ce Regnard a été déclaré coupable ; le jury lui a accordé des circonstances atténuantes. L'honorable organe du ministère public ne veut pas sembler critiquer ce verdict. Le jury a pu espérer que l'exemple servirait, que les grands crimes étant heureusement rares, il n'y avait pas lieu de prononcer un verdict suprême. Malheureusement, l'événement est venu démentir cette espérance.

Le ministère public aborde alors les faits mêmes de la cause ; il reprend les déclarations mêmes de Pitou, fait voir les contradictions fréquentes, les mensonges de l'accusé pendant ses interrogatoires. Il montre Pitou, entre les mains duquel on trouve les valeurs du vieillard assassiné, courant à Boulay, à Saint-Péravy chercher à les négocier, partant plus tard pour Paris, envoyant à la Chapelle son cousin Meunier, pour savoir ce qui se passait, et, renseigné, s'enfuyant en Espagne. On retrouve l'instrument du crime dans le puits de Beaudenuit, et cet instrument, c'est la verge de fléau appartenant à Pitou ! M. l'avocat général n'hésite donc pas à déclarer que Pitou est le voleur et l'assassin du malheureux vieillard.

Pitou a-t-il été seul dans l'accomplissement du crime? Non, il y a eu un complice, un complice qui connaissait parfaitement les lieux, qui lui a facilité l'entrée, qui a endormi toute défiance chez Beaudenuit, qui savait où les valeurs étaient placées, qui s'en est emparé, et, chose terrible à dire, ce complice c'est Alexandrine Pitou, la propre fille de l'assassin.

M. l'avocat général ne veut pas admettre que les coups auxquels Beaudenuit a succombé ont été portés par Alexandrine, mais sa culpabilité n'en est pas moins grande. C'est elle qui a rendu le crime possible ; sans elle l'assassinat ne pouvait être commis.

M. l'avocat général arrive ensuite aux trois autres accusés. Ici, dit-il, nous n'avons plus que trois individus coupables de vol, par complicité de recel.

M. l'avocat général conclut à la culpabilité des cinq accusés. Sur la question des circonstances atténuantes, le ministère public les refuse à Pitou, pour lequel il réclame du jury un verdict prononçant la peine suprême ; il s'élève à l'avance contre les arguments généraux qui pourront être présentés par la défense contre la peine de mort, et rappelle, en s'y associant, un mot, un peu trivial peut-être, mais profondément vrai, le mot d'Alphonse Karr : « Que MM. les assassins commencent ! »

Le réquisitoire est terminé à deux heures moins quelques minutes.

L'audience est suspendue pendant un quart d'heure.

Elle est reprise à deux heures un quart.

Me Johanet présente la défense de Pitou ;

Me Dubuc, celle d'Alexandrine Pitou ;

Me Carré, celle de la femme Pitou ;

Me Doumerc, celle de la femme Karger ;

Et Me Deschamps, celle de Louis Meunier.

Après trois heures de délibération, le jury rend un verdict négatif en faveur de la femme Karger et de Meunier, et affirmatif avec circonstances atténuantes en ce qui concerne les autres accusés.

M. le président prononce l'acquittement de la femme Karger et de Meunier, et la Cour rend un arrêt qui condamne Pitou aux travaux forcés à perpétuité, Alexandrine Pitou à vingt années de travaux forcés, et la femme Pitou à trois ans d'emprisonnement.

L'audience est levée ; il est une heure du matin.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS

COUR D'ASSISES DE ROME (Italie)

Présidence de M. le chevalier Mottola.

Audiences des 25 et 26 octobre.

AFFAIRE SONZOGNO.

(Voir la *Gazette des Tribunaux* des 22, 24, 25-26 et 28 octobre.)

L'audience d'aujourd'hui a été très intéressante, et dans son ensemble elle a mis en relief bien des faits à la charge de Luciani.

En général, on remarque que les dépositions verbales des Transtévérins diffèrent sensiblement de leurs dépositions écrites devant le juge d'instruction. Ils s'expriment presque tous évasivement, et se bornent à répondre aux interrogations les plus importantes : « Je n'en sais rien, je n'ai rien vu. »

Beaucoup de témoins, sans se refuser absolument à jurer sur l'Evangile, ont fait des réserves et ont déclaré ne prêter le serment religieux que pour la forme.

L'un d'eux, nommé Cataldi, a refusé énergiquement de jurer. « Coupez-moi la tête, a-t-il dit, si vous voulez, mais vous ne me ferez jamais mettre la main sur l'Evangile. »

Le ministère public a fait observer au témoin que le général Garibaldi, dans un procès qui a eu lieu à Florence, il y a quelques mois, pour ne pas entraver l'action de la justice, a prêté serment ; mais Cataldi s'est entêté et le président l'a renvoyé après avoir pris acte de son refus.

Le témoin de Rorai, ex-dominicain, rédacteur de la *Capitale*, est introduit,

Invité par le président à raconter ce qu'il sait des rapports qui existaient entre Sonzogno et Luciani, le témoin dit que le premier ne montrait pas beaucoup de confiance dans le second. Un jour qu'il s'entretenait avec Sonzogno, ce dernier, dans un moment d'expansion, s'écria : « Mon cher de Rorai, il n'y au monde que mon fils et la *Capitale*. » Et, sur cette exclamation, il se mit à fondre en larmes. Le grand chagrin auquel Sonzogno était en proie tirait son origine de la conduite de sa femme avec Luciani.

Le témoin raconte encore que, quelques jours avant l'assassinat de Sonzogno, un masque s'introduisit dans les bureaux de la *Capitale* et en sortit après avoir fait quelques lazzis. La personne masquée était peut-être un explorateur.

Le témoin Bartolomeo Filipperi est introduit. Invité à jurer sur l'Evangile, il s'y refuse, déclarant qu'il est libre-penseur et qu'il ne peut jurer que sur sa conscience et son honneur. Par suite de la persistance du témoin à refuser le serment d'usage, la Cour se retire pour délibérer. Pendant ce temps, le président exhorte le témoin à prêter serment ; nouveau refus.

Il est une heure de l'après-midi.

La Cour rentre à une heure et demie.

Le président lit une ordonnance par laquelle il impose au témoin de jurer selon les prescriptions de la loi, c'est-à-dire en mettant la main sur l'Evangile.

Le témoin Filipperi persiste dans son refus et dit qu'il ne jurera à aucun prix.

M. Municci, procureur du roi, demande qu'il soit rédigé un procès-verbal constatant que le témoin se refuse à déposer dans les formes exigées par la loi ; il déclare qu'il se réserve de procéder contre le témoin, ainsi que le cas l'exige.

L'avocat Tarantini fait quelques observations en faveur du témoin.

L'avocat Tajani, en sa qualité de représentant de la partie civile, et ne voulant pas que ce procès puisse être entaché de nullité, déclare qu'il renonce à la déposition du témoin Filipperi et invite le ministère public à imiter son exemple.

M. Municchi refuse d'adhérer à cette proposition, alléguant que la dignité de son ministère l'oblige à agir ainsi.

Le témoin Philipperi se retire sans avoir fait sa déposition.

Après lui est introduit la témoin Gasparo Baganelli.

Ce témoin dépose que Curzio Cornacchia, un des plus chauds partisans de la candidature Luciani, menaçait un certain Zambonini, dont il possédait un billet échu et protesté, de le faire arrêter s'il ne cessait pas de faire la guerre à Luciani.

Le témoin, qui est électeur dans le cinquième collége, a voté pour Luciani.

Vient le tour du témoin Luciano Vauverhast.

Ce témoin déclare que Zambonini ayant demandé qu'il se fit, devant l'assemblée des non électeurs, la lecture d'une lettre envoyée au président de ladite assemblée par le gérant de la *Capitale*, Luciani s'y opposa, déclarant que le contenu de cette lettre concernait un de ses parents, des actions duquel il n'était pas strictement obligé de répondre.

Le témoin ajoute qu'Armati lui raconta un jour sur la place Colonna après l'assassinat de Sonzogno et le retour de Luciani de Turin, que Luciani s'étant rendu chez le procureur général et chez le questeur pour leur déclarer qu'il se tenait à la disposition de la justice et leur demander l'autorisation de porter une arme, il lui fut répondu qu'il n'existait rien contre lui. Luciani disait ensuite à Armati que l'avocat Villa se chargerait de la défense du spaghetto (Frezza), si celui-ci continuait à ne pas parler.

Luciani : N'est-il pas vrai qu'à l'époque des élections, vous me connaissiez à peine depuis quinze jours ?

Le témoin : Je vous connaissais depuis environ deux ans.

L'avocat *Tarantini* : Savez-vous si Armati et Luciani se tutoyaient?

Le témoin : Oui, monsieur.

Le témoin *Zambonini* est introduit. Il est président de l'association des non-électeurs du Transtevère. C'est lui qui invita le gérant de la *Capitale* à écrire à charge de Luciani cette déclaration dont ce dernier empêcha la lecture. Dans cette déclaration, il était dit que Luciani avait vécu à Turin aux crochets de son frère, surnommé le *paino dell'Olmo* qui ne vivait que de vol.

Quant au billet à ordre que possédait Curzio Cornacchia, il est vrai qu'il lui fut rapporté que ledit Cornacchia voulait s'en prévaloir pour l'intimider ; mais il n'ajouta pas foi à cette assertion. Cornacchia essaya bien de l'engager à soutenir la candidature Luciani dans le cinquième collége, mais ce fut en vain, le témoin s'étant déjà déclaré favorable à la candidature de Cucchi.

L'avocat Giordano prie le président de demander au témoin ce qu'il est advenu de la déclaration écrite du gérant de la *Capitale* contre Luciani.

Le témoin, interrogé, répond que, vu le tumulte qui régnait dans l'assemblée à la suite de la demande du gérant de la *Capitale* de lire en pleine réunion sa déclaration contre Luciani, il mit la lettre dans sa poche et la rendit à celui qui l'avait écrite.

Le témoin d'Orari Filippo est introduit.

Il confirme la déposition du témoin Zambonini, relativement à la déclaration écrite du gérant de la *Capitale*.

Le témoin Marconi Rinaldo, qui faisait partie de l'association des non-électeurs, est appelé à déposer. Il connaît Pio Frezza comme un bon garçon, qui avait des sentiments libéraux. Il était travailleur, dit le témoin, et il aimait sa famille.

Marconi Rinaldo est un de ces « non-électeurs » qui furent présentés au général Garibaldi par Luciani.

Vient ensuite le témoin Brizzolini Cesare.

Il faisait partie, lui aussi, de l'association des non-électeurs. Le soir de l'assassinat de Sonzogno, il se trouvait à l'osteria de Lucanelli, où il vit Morelli et Farina. Il a favorisé l'élection de Luciani dans le cinquième collége. Il ne sait pas sur quoi se fondait l'opposition que Zambolini, président de l'association des non-électeurs, faisait à cette candidature. Il connaît Frezza depuis son enfance et a été son compagnon d'école. Il l'a toujours tenu pour un garçon très libéral, qui soutenait les idées de l'opposition.

Le témoin Cataldi Bonifacio est introduit.

Il refuse de jurer sur l'Evangile. « Il a subi, sous le régime des prêtres, une condamnation injuste, il les hait et n'est plus catholique. »

M. Municchi essaie en vain de le faire désister de sa résolution, en lui rappelant la décision de la Cour de cassation de Florence, et en lui citant l'exemple du général Garibaldi, qui a prêté serment en entrant à la Chambre des députés. Le témoin dit que Garibaldi a juré « sur la Constitution et non sur un morceau de papier. »

Le ministère public prend acte de la déclaration de Cataldi et renvoie à demain l'examen du refus de ce témoin.

Duranti Giuseppe, secrétaire de l'association des non-électeurs, a appuyé d'abord la candidature de Liovagnoli, puis celle de Luciani.

La déposition de ce témoin confirme les relations d'intimité qui existaient entre Armati et Morelli.

Le témoin Lucanelli, propriétaire de l'osteria de ce nom, au Transtevère, est introduit.

Interrogé sur les particularités qui ont précédé l'assassinat de Sonzogno et qui se sont passées dans son osteria, telles que l'affaire du poignard que Scarpetti prétend avoir trouvé près du Politeama, la présence de Frezza, qui jouait à la morra et qui sortit ensuite avec Morelli et Farina, le soir où fut commis le crime, le témoin confirme entièrement les choses déjà déposées par les accusés, qui ont tout avoué, et par d'autres témoins.

Le témoin ne répond que par monosyllabes, et c'est à grand'peine que le président parvient à lui arracher sa déposition.

Après lui, le témoin Chiarici Domenico.

C'est le sellier qui a été chargé par Scarpetti de faire le fourreau du poignard trouvé par celui-ci près du Politeama. Le témoin dit avoir été prendre à l'osteria le poignard que Scarpetti y avait déposé. Il vit Frezza parler confidentiellement avec Morelli et quelques autres.

Le soir du crime, il se trouvait à l'osteria ; il entendit Frezza, qui jouait à la morra, dire qu'il cesserait de jouer aussitôt qu'on viendrait l'appeler.

Le témoin Guggeri Giovanni, qui était aussi à l'osteria Lucanelli le soir du jour où fut assassiné Sonzogno, déclare qu'il a entendu Frezza dire, en commençant à jouer à la morra, qu'il laisserait la partie quand on viendrait l'appeler. Ce qui arriva en effet. Ce fut au sortir du jeu qu'il alla à l'assassinat.

L'audience est levée à six heures un quart et renvoyée à demain midi.

Audience du 26 octobre.

L'audience du 26 octobre est ouverte à midi. Le public commence à être moins nombreux qu'aux premiers jours ; l'intérêt des débats diminue en effet tous les jours, et les dépositions des témoins ne révèlent aucun fait nouveau qui puisse changer la physionomie de l'affaire.

Au commencement de l'audience, on entend l'exgérant de la *Capitale*.

Gianni Giovanni, condamné à trois ans de prison pour délit de presse, et venu avec un sauf-conduit de la Suisse où il est réfugié, dépose que, étant émigré à Turin, il fréquentait la boutique d'un certain Cecconi, cordonnier, et qu'il vit venir un jour dans cette boutique un homme bien vêtu qu'on lui dit s'appeler à Rome, *il paino dell'Olmo*, être un « chevalier d'industrie » et frère de Luciani. Le témoin dit qu'un autre jour Giuseppe Luciani vint demander le *paino*, qui sortit pour lui parler. Rentré dans la boutique, ce dernier se mit à dire : « C'est toujours la même chose ; il veut toujours de l'argent ; celui qu'il reçoit du gouvernement, en sa qualité d'émigré (romain), il le joue, puis il veut que je lui en donne, moi qui risque ma vie et ma liberté pour en avoir. »

Cette boutique était le rendez-vous d'autres émigrés. Lorsqu'il connut par quelle espèce de monde elle était fréquentée, le témoin cessa d'y aller. Le *paino dell'Olmo* se faisait appeler Piétro, et son frère l'appelait aussi de ce nom ; mais je sus ensuite à Rome que ce n'était pas son vrai nom, dit le témoin.

Sur une demande du ministère public, le témoin ajoute qu'il a laissé au cafetier Filipperi une déclaration écrite de ces informations, quand il a su qu'il était question de nommer Luciani député au Parlement. Il n'a aucune raison de haïr Luciani, et dit l'avoir même aidé quand il le pouvait pendant l'émigration. Mais il a cru, dans l'intérêt du pays, devoir dire ce qu'il savait, et ceci il l'a fait spontanément et non sur les instances de Sonzogno. Il a signé la déclaration que Filipperi a écrite sous sa dictée.

Guglielmi Augusto de Marino, invité à prêter serment sur l'Evangile, s'y refuse disant « qu'il ne le reconnaît pas. »

Le président lui ayant observé que la loi lui impose le serment, le témoin répond : Je respecte la loi et suis prêt à dire toute la vérité, mais la loi ne peut pas m'imposer une chose contraire à la conscience.

L'avocat Tarantini demande que l'on fasse comprendre au témoin que l'on ne veut pas faire violence à sa conscience, mais qu'il s'agit d'une simple formalité (d'un acte matériel).

L'avocat Villa propose, comme transaction, que le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, entende les témoins qui refusent de prêter serment.

M. Municchi, procureur du roi, n'envisage pas la question au point de vue des principes, mais au point de vue de la jurisprudence, qui n'admet pas le serment des libres-penseurs sur la conscience et sur l'honneur, et il ne peut pas non plus accepter la transaction proposée par la défense, parce que, outre le motif de nullité qui pourrait en résulter, il serait immoral que le représentant de la loi transigeât avec celui qui se refuse à la respecter.

L'avocat Tajani fait observer que la loi doit être interprétée d'après les principes du droit public qu garantit la liberté de conscience. Il croit que l'ordonnance rendue hier par la Cour est contraire à ces principes et doit être révoquée par la Cour elle-même. Il ajoute que la loi ne parle pas de religions, mais de croyances : ce qui, à son avis, est une chose bien différente ; qu'il peut y avoir des croyances sans rites, et que, par conséquent, tant selon l'esprit que selon la lettre de la loi, on ne peut pas exiger des libres-penseurs un serment religieux quelconque. Les arrêts des Cours de cassation ne font pas loi, et la Cour ne peut en tenir compte lorsqu'ils l'empêchent de rendre la justice.

Parlent encore, en sens divers, les avocats Vastarini-Cresi, Lopez, Tajani, Villa et Tarantini.

La Cour se retire pour délibérer sur l'incident. Elle rentre dix minutes après et prononce une ordonnance d'après laquelle elle croit opportun, avant de se prononcer définitivement, que le témoin soit invité à développer plus clairement les motifs de son refus de prêter le serment religieux. Elle invite Guglielmi Augusto à retourner dans la chambre des témoins pour être rappelé en temps opportun.

De Santis Eugenio travaillait à Turin, dans la boutique du cordonnier Cecconi, où il a entendu plusieurs fois le *paino dell'Olmo* se plaindre de ce que pour entretenir son frère Giuseppe Luciani il devait mettre sa vie en péril. Le *paino* se faisait appeler Pietro, et Giuseppe Luciani, qui était un enfant, venait souvent le chercher à la boutique de Cecconi. Ce dernier lui donnait lui aussi de l'argent, pour le compte de son frère, et plusieurs fois il lui reprocha de demander de l'argent à son frère, qui se le procurait par le vol.

Ayant su quelle était l'espèce de gens qui fréquentaient la boutique, il chercha du travail ailleurs.

Le président : Connaissez-vous Giuseppe Luciani en personne ?

Le témoin : Sûrement !

Le président : Et lui diriez-vous en face ce que vous venez de dire ?

Le témoin : Oui, monsieur.

Le président : Luciani, levez-vous. (Luciani se lève).

Le témoin regarde Luciani, et étendant la main vers l'accusé, dit : « C'est lui ! »

Luciani : Je ne connais pas plus ce témoin que le précédent.

Le témoin : Il ne veut pas me connaître, mais il me connaissait très bien.

Demenica Cardinali prête serment, après avoir déclaré être libre-penseur. Elle était à Florence en 1866, où elle retourna après avoir fait la campagne.

Le président : Vous avez fait la campagne ?

Le témoin : Oui, monsieur, avec mon mari. (Hilarité.)

De retour à Florence, elle logea pendant quelque temps à la trattoria Lincoln, tenue par un individu qui se faisait appeler Morelli Giovani, mais qui n'était autre que Brunetti. Dans cette trattoria, il venait beaucoup d'émigrés Romains, parmi lesquels Giuseppe Luciani, que le témoin déclare avoir vu souvent parler confidentiellement avec Morelli et de façon à n'être pas entendus. Domenica Cardinali ajoute que lorsqu'elle s'approchait d'eux, ils changeaient immédiatement de conversation. Morelli et presque tous ceux qui fréquentaient la trattoria furent ensuite arrêtés pour le vol commis au préjudice du sculpteur Dupré, et Morelli condamné à dix ans de travaux forcés.

Luciani reconnaît être allé quinze ou vingt fois à la trattoria Lincoln, qui était à proximité de la gare, lorsqu'il allait porter sa correspondance, et même avoir parlé avec Morelli, qui lui avait été présenté comme neveu de Ciceruacchio ; il peut se faire encore qu'il lui ait parlé confidentiellement, mais pour ce qui avait trait au différend qui s'était élevé entre lui et son associé,

M. *Municchi*, procureur du roi : Il importe que MM. les jurés sachent que Giovanni Morelli avait été condamné, sous son vrai nom de Brunetti, par le gouvernement pontifical, d'abord à cinq ans de galères, puis aux galères à perpétuité, et que, comme presque tous ceux qui fréquentaient son osteria, il était un échappé de bagne.

Vers trois heures, un dessinateur prend place au banc des journalistes et se met à exécuter le portrait de Luciani. L'accusé, qui s'en aperçoit, fait tout son possible pour que l'artiste ne puisse pas saisir ses traits ; il s'agite, se tourne et se retourne jusqu'à ce que, sa besogne achevée, le dessinateur se retire.

M. Luciani Cardinali prête serment, mais non sans avoir déclaré être libre-penseur.

Il était l'associé de Morelli à la trattoria Lincoln ; mais lorsqu'il vint à connaître quelle était la race des gens qui la fréquentaient, il se sépara de son associé. Presque tous les habitués de cette trattoria furent arrêtés pour le vol Dupré. Giuseppe Luciani fréquentait aussi cette trattoria. Le témoin l'avertit que c'était une caverne de malfaiteurs. Luciani le remercia, mais il alla immédiatement rapporter à Morelli ce que lui avait dit son ex-associé. Ce dernier l'ayant appris et ayant rencontré un jour Luciani, il l'invita à prendre un café, ensemble avec lui et sa femme. Luciani lui dit que ceux qui fréquentaient cette trattoria et qui avaient été arrêtés comme voleurs, étaient de braves gens. Le témoin lui dit alors : « Puisque tu leur as rapporté ce que je t'avais dit, toi aussi tu seras un malfaiteur comme eux. » Luciani ne répondit rien.

Luciani : Tous ceux qui me connaissent savent que je n'ai jamais toléré que l'on me jetât une insulte à la face.

Le témoin : Je lui ai sûrement dit, et s'il ne m'a rien répondu, c'est qu'il savait être dans son tort. Il n'ignorait pas d'ailleurs que je savais très bien qu'il était sorti de Tata Giovanni (hospice d'orphelins).

Marani Luigi, Riolini Pietro et Sperati Edoardo, employés à l'imprimerie la *Capitale*, font une déposition identique, dans laquelle ils se bornent à raconter en détail la mort de Sonzogno et l'arrestation de l'assassin Frezza, qu'ils surprirent en flagrant délit dans l'escalier, et qui pourtant protestait de son innocence ; bien plus, il prétendait être accouru aux cris de Sonzogno.

M. Mantegazza Elpidio, prote du journal la *Capitale*, confirme la déposition des témoins précédents et raconte que Sonzogno expira dans ses bras, dès qu'il l'eut transporté, avec l'aide de Sperati, dans la première pièce du bureau du journal. Il ajoute que depuis deux mois on voyait se présenter à la *Capitale* des visages nouveaux qui venaient, de jour et de nuit, demander où était Sonzogno et ce qu'il faisait. Des lettres anonymes, pleines de menaces, arrivaient à l'adresse de Sonzogno. Sur l'une d'elles était peint un poignard, avec cette inscription au bas : « Ceci est pour toi : » Sonzogno n'attachait au-

eune importance à ces menaces. Malgré cela, cependant, il prit quelques précautions pour que le bureau ne fût pas à la merci de tout venant; mais des raisons de service obligeaient à tenir le bureau ouvert jusqu'à huit heures du soir.

Un jour, poursuit le témoin, Sonzogno étant descendu à l'imprimerie, je lui racontai que quelques masques étaient entrés dans le bureau, et qu'on lui avait demandé « si on logeait à la nuit. » Je pris l'individu par les oreilles et le flanquai à la porte. Je recommandai à Sonzogno de se tenir sur ses gardes. Ceci se passait quelques jours avant l'assassinat.

Le prince Baldassare Odescalchi, député au Parlement, connaissait Luciani depuis 1870. Il ne faisait que le saluer lorsqu'il le rencontrait dans la rue. Mais il y a environ un an, il eut l'occasion de le voir de plus près. Cette occasion fut le duel que le témoin eut avec Sonzogno, et dont il raconte toutes les phases. Interrogé sur la question d'argent, il déclare que Luciani, bien qu'il lui parlât de la gêne dans laquelle il était, n'a jamais voulu accepter ses offres.

Dans le courant de janvier (le témoin ne peut préciser le jour), Luciani lui demanda 2,000 francs, qu'il lui fallait pour se rendre à Turin, où M. Bottero, directeur de la *Gazetta del Popolo*, dont il était depuis longtemps le correspondant romain, lui promettait de lui faire une meilleure position. Le témoin alla chercher cette somme près d'une personne qui la lui devait; mais cette personne était absente de Rome. Ne voulant pas le laisser dans l'embarras après toutes les offres qu'il lui avait faites, il lui dit que si 1,000 francs lui suffisaient, il les lui procurerait. Luciani lui répondit que pour le moment cette somme lui était suffisante, mais que si cela le dérangeait, il n'y avait plus à en parler. Le témoin se rendit chez son banquier, M. G. Baldini, et se fit donner 1,500 francs qu'il mit dans deux enveloppes : 500 francs étaient pour ses besoins personnels; les 1,000 francs restants, il les remit à Luciani, qu'il rencontra sur le Corso. Il a été le premier à révéler ce fait aux avocats Villa et Mancini, après l'assassinat de Sonzogno.

Sur la demande du président, si les 1,000 francs remis à Luciani étaient en un seul billet ou en deux, le témoin dit ne pas se rappeler ce détail, et ajoute, pour répondre à une interrogation du ministère public, que les billets n'étaient pas de petites coupures, mais qu'il ne peut pas préciser davantage.

Luciani fait appel à la mémoire du témoin pour qu'il dise s'il est vrai qu'en lui remettant les 1,000 francs, il ait ajouté : « Lorsque vous aurez besoin du complément de la somme que vous m'avez demandée, dites-le moi, je vous la trouverai. » Il le prie de constater qu'après son voyage à Turin, il ne lui a plus parlé d'argent.

M. Odescalchi : Oui, c'est très vrai.

M. Augusto Pacini, employé dans la banque Baldini, se rappelle avoir remis 1,500 francs à M. Odescalchi, mais il ne peut dire de quelle valeur étaient les billets.

L'audience est levée à six heures et renvoyée à demain midi.

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, vient d'adresser aux procureurs généraux la circulaire suivante :

Paris, le 26 octobre 1875.

Monsieur le procureur général,

Je suis informé que dans plusieurs arrondissements les gardiens-chefs des maisons d'arrêt, de justice et de correction sont obligés, en l'absence de renseignements plus précis, de s'en rapporter aux allégations, soit des gendarmes d'escorte, soit des détenus ramenés de l'audience, pour connaître la décision dont ceux-ci ont été l'objet. Il peut se faire que, par défaut d'intelligence, ou par suite d'un état d'abattement passager, les condamnés ne puissent fournir exactement cette indication, et que, de leur côté, les gendarmes de service commettent quelque erreur, soit par inattention, soit par défaut de mémoire.

D'autre part, je me suis assuré que, même dans les arrondissements où l'on procède plus régulièrement, les moyens employés pour avertir quotidiennement le gardien-chef des décisions intervenues ne présentent pas l'uniformité désirable.

Cet état de choses, d'où peuvent résulter des cas de détention illégale, ne doit pas être plus longtemps toléré.

J'ai décidé, en conséquence, qu'à l'avenir tous les parquets enverront, chaque soir, au greffe de la prison une feuille signée du chef du parquet ou de son substitut, indiquant la décision intervenue à l'audience correctionnelle ou à celle de la Cour d'assises, à l'égard de chaque détenu. Dans le cas où la détention d'un inculpé, renvoyé de la poursuite, ne devra pas être maintenue pour autre cause, le magistrat présent à l'audience rédigera l'ordre d'élargissement, lequel sera également transmis, le jour même, au gardien-chef.

AVIS

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'il ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un *mandat sur la poste* ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'Administrateur du journal.

CHRONIQUE

PARIS, 29 OCTOBRE.

Aujourd'hui comparaissait devant la Cour d'assises de la Seine la fille Rose Voisard, laitière, rue Saint Deuis; elle était accusée d'avortement, Sur les réquisitions de M. l'avocat général Chevrier, la Cour a prononcé le huis-clos.

La fille Voisard, défendue par Me Raynaud, avocat, a été acquittée.

Dans la seconde affaire, le huis-clos a été également prononcé. Boucher avait à répondre à une accusation de viol sur sa fille. Sur la réponse affirmative du jury, la Cour a prononcé contre Boucher la peine des travaux forcés à perpétuité. (Présidence de M. Thévenin. Audience du 29 octobre. Défenseur, Me Litzelmann, avocat.)

— Un jeune garçon qui promet beaucoup pour l'avenir, c'est René M..., âgé de seize ans à peine. Sa mère l'a mis dans une pension dont le régime ne convient point, paraît-il, à son ardent amour de l'indépendance. Hier il prit la clef des champs, et après d'assez longues pérégrinations sur le pavé de la capitale, il vint déclarer à sa mère qu'il en avait assez du collége et qu'il n'y voulait plus rentrer. La pauvre femme s'étant permis quelques sages remontrances, le jeune collégien se précipita sur elle et se mit à la battre à coups redoublés. Des gardiens de la paix, avertis de ce qui se passait, sont arrivés à temps pour retirer la dame M... des griffes de son triste héritier qui a été conduit au violon.

— Les voleurs de voitures reprennent le cours de leurs exploits. Hier, en plein jour, rue de la Verrerie, ils ont enlevé un véhicule attelé d'un cheval, appartenant à un épicier en gros qui faisait des livraisons dans le voisinage.

— Hier, vers huit heures du soir, on a trouvé morte, dans la chambre qu'elle occupait, rue de Beaune, 33, une jeune fille de vingt ans, Angèle C..., ouvrière lingère. Cette pauvre jeune fille s'est asphyxiée à la suite de chagrins d'amour.

— Cette nuit, vers deux heures, un homme d'une cinquantaine d'années suivait d'un pas précipité le boulevard Malesherbes et paraissait en proie à une grande exaltation. Des gardiens de la paix l'ayant abordé et lui ayant demandé ce qu'il faisait à pareille heure sur la voie publique, il leur répondit qu'il fuyait devant sa femme et son fils, qui avaient résolu de le faire manger par des rats et qui, d'ailleurs, lui avaient déjà introduit une souris dans la tête.

Ce pauvre aliéné a été mis aussitôt en lieu sûr.

— Il arrive très fréquemment que des cochers ou charretiers qui ont occasionné des accidents, loin d'arrêter leur équipage pour venir au secours de la victime et faciliter la constatation des faits, prennent la fuite de toute la vitesse de leurs chevaux, abandonnant le blessé sur la voie publique.

C'est ainsi qu'hier le cocher d'une voiture de place, qui venait de renverser une femme au rond-point des Ternes, cherchait à s'esquiver, en frappant son cheval à grands coups de fouet. Mais dans son ardeur notre homme perdit l'équilibre, et, tombant de son siége, alla rouler sur la chaussé et se fit de très graves blessures. Il a été porté, ainsi que la malheureuse femme qu'il venait de renverser, à la pharmacie Chenevière, avenue de Wagram, et tous deux y ont reçu les soins nécessaires; mais tandis que la dame X..., qui en était quitte pour une égratignure, pouvait regagner à pied son domicile, le cocher a dû être envoyé d'urgence à l'hôpital Beaujon.

La librairie Durand et Pedone-Lauriel vient d'éditer un *Code usuel d'audience*, contenant le Code pénal avec l'indication sommaire de la Doctrine et de la Jurisprudence et les lois pénales spéciales.

Chaque article du Code pénal est suivi de commentaires indiquant la jurisprudence la plus récente, et l'opinion des auteurs les plus autorisés sur les questions auxquelles peut donner lieu l'interprétation de la loi. Le choix des jugements et arrêts est fait avec discernement et les difficultés si nombreuses soumises aux Cours et Tribunaux se trouvent exposées avec autant de concision que de clarté.

La seconde partie de l'ouvrage contient toutes les lois pénales spéciales en vigueur, notamment les lois nouvelles, promulguées depuis 1870 jusqu'au 20 août 1875.

Ce travail considérable, résultat de consciencieuses recherches, dénote chez celui qui l'a entrepris, une profonde connaissance de notre droit pénal. L'auteur est un magistrat distingué du ressort de la Cour d'Angers, M. Lautour, docteur en droit, procureur de la République à La Flèche.

Le mérite réel de ce nouveau Code pénal, les services qu'il est appelé à rendre, le recommandent à tous les magistrats, à tous les avocats, à tous ceux enfin qui participent à l'administration de la justice criminelle.

Depuis le 15 octobre, le service direct entre Paris et Vienne, par la voie d'Avricourt-Strasbourg-Munich, est organisé de manière à faire arriver les voyageurs à Vienne 2 heures 20 minutes plus tôt que précédemment, la durée du trajet étant réduite à 34 heures.

En partant de la gare de l'Est le soir à 8 heures 25 minutes, les voyageurs arrivent à Vienne le surlendemain à 6 heures 30 minutes du matin, et trouvent à leur arrivée, s'ils ne veulent pas y séjourner, des correspondances directes sur la Hongrie, les Principautés-Danubiennes et Odessa.

Voici le sommaire de l'*Explorateur*, numéro du 28 octobre :

Ecole supérieure de commerce et d'industrie de Bordeaux. — Les grands lacs d'Afrique. — Chemin de fer dans l'Asie centrale. — Asie centrale : le chemin de fer central-asiatique. — Bulletin des sociétés : Société de géographie de Paris : expédition de M. Largeau dans le Sahara; expédition scientifique en Cochinchine; jardin géographique de Montsouris; exploration dans l'Amérique du Sud; le rabbin Mardochée; projet de voyages d'études autour du monde; Afrique orientale; Amérique septentrionale; cap de Bonne-Espérance; le nouvel observatoire du parc de Montsouris; Afrique équatoriale; prétendus nids de poissons. Société de géographie russe : Rapport de M. Séménow sur l'exposition des Tuileries. Informations : L'expédition anglaise au pôle Nord; commerce russe; Russie; Sibérie; Chine; Mer Rouge; Océan Atlantique; exposition de Philadelphie; Etats-Unis; les Blacks-Hills; les Aïnos; tremblement sous-marin; Malaisie; Labrador: îles Sandwich; colonie italienne en Australie; détails du système de géographie horaire symbolysée; industrie anglaise; navires français arrivés dans le port de Falmouth pendant le mois de septembre. Mouvement de la navigation.

PRIÈRE de se reporter à la QUATRIÈME PAGE pour voir les Modèles et lire la nomenclature des prix vraiment extraordinaires publiés par la **Maison Ad. Godchau.**

Bourse de Paris du 29 Octobre 1875.

	1er cours.	Der cours.	Hausse.	Baisse.
3 0/0 comptant.	65 65	65 85	— 15	— —
id. fin courant.	65 70	65 85	— 20	— —
4 1/2 0/0 compt.	95 —	95 25	— 25	— —
5 0/0 1872 c...	104 92 1/2	105 05	— 25	— —
id. fin courant..	104 90	105 20	— 27 1/2	— —
Banque de Fr..	3850 —	3850 —	— —	— —

ACTIONS.

	Der Cours au comptant.		Der Cours au comptant
Comptoir d'escompte.	600 —	Ouest	602 50
Crédit agricole	495 —	Docks et Entr. de Mars.	500 —
Crédit fonc. de France	— —	Gaz (Ce Parisienne)...	1030 —
Société algérienne...	382 50	Ce Immobilière.	28 —
Crédit lyonnais	620 —	Transatlantique	342 50
Crédit mobilier	187 50	Ce imp. des Voitures.	465 —
Dépôts et Comptes c.	630 —	Suez	721 25
Société générale	570 —	Mobilier espagnol....	707 50
Charentes	347 50	Chemins autrichiens	622 50
Est	587 50	Lombards	232 50
Paris-Lyon-Médit....	975 —	Nord de l'Espagne...	270 —
Midi	695 —	Saragosse	345 —
Nord	1180 —	Omnibus de Paris....	— —
Orléans	972 50	Romains	63 75

OBLIGATIONS.

	Der Cours au comptant.		Der Cours au comptant.
Départem. de la Seine.	227 —	Méditerranée, 5 0/0..	— —
Ville, 1855-60, 3 0/0.	476 —	— 1852-55, 3 0/0..	— —
— 1865, 4 0/0....	495 —	Paris-Lyon-Médit....	312 25
— 1869, 3 0/0....	346 —	— 1866.....	305 75
— 1871, 3 0/0.....	322 —	Médoc.....	285 —
— 1875, 4 0/0.....	484 —	Midi.....	310 —
Cr. Fer Obl. 500 4 0/0	500 —	Nord, 3 0/0.....	317 50
— 500 3 0/0	485 —	Orléans 1842, 4 0/0..	— —
— Obl. 300 4 0/0, 63	486 —	— 3 0/0.....	318 —
— Obl. comm. 3 0/0	420 —	Ouest 5 0/0.....	— —
Charentes.....	292 —	— 3 0/0.....	316 50
Est, 1852-54-56.....	507 50	Suez.....	501 —
— 3 0/0.....	310 50	Lombard, 3 0/0.....	230 —
Lyon, 5 0/0.....	— —	Nord de l'Espagne....	224 —
— 3 0/0.....	312 —	Saragosse à Pampelune	— —
Ardennes.....	309 50	Romains.....	224 50

Nous recommandons à nos lecteurs la *Revue illustrée*, qui se distingue par l'intérêt de son texte et la beauté de ses gravures. Elle donne chaque semaine tout ce qui paraît d'intéressant, de curieux et d'instructif dans tous les pays; elle est éminemment morale et faite pour la famille. (Voir aux Annonces.)

THEATRES.

Vaudeville. — Lundi de la Toussaint, deux représentations du *Procès Veauradieux* et de *Madame Lili*, la première à une heure et demie, la seconde à huit heures du soir.

Porte-Saint-Martin. — Le *Tour du Monde* se joue depuis bientôt un an, et sa vogue se maintient. Les annales dramatiques ne comptent pas un seul succès semblable à celui-là. Les principaux interprètes remplissent toujours les rôles qu'ils ont créés, et la mise en scène, brillante comme au premier soir, est sans cesse renouvelée.

Bouffes Parisiens. — Ce théâtre annonce trois dernières représentations avant le congé de Mme Théo. — Mardi 3 novembre, première représentation de la *Créole* pour la rentrée de Mme Judic.

Spectacles du 30 Octobre.

OPÉRA. — Les Huguenots.
ITALIENS. — Le Roi Lear.
OPÉRA-COMIQUE. — Le Val d'Andorre.
FRANÇAIS. — Mlle de la Seiglière. — Les Deux Ménages.
GYMNASE. — Le baron de Valjoli. — La Partie de Piquet.
VAUDEVILLE. — Le Procès Veauradieux. — Madame Lili.
VARIÉTÉS. — La Boulangère a des écus.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Tour du Monde.
CHATELET. — Relâche.
GAITÉ. — Le Voyage dans la lune.
AMBIGU-COMIQUE. — Rose Michel.
PALAIS-ROYAL. — Le Panache.
BOUFFES-PARISIENS. — La Jolie Parfumeuse.
Th. de la RENAISSANCE. — La Filleule du roi.
THÉATRE-HISTORIQUE. — Les Muscadins.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Relâche.
TH. TAITBOUT. — La Cruche cassée.
Th. du CHATEAU-D'EAU. — Pif-Paf.
CLUNY. — La Fée aux chansons.
Th. DÉJAZET. — Les Petites Dames du Temple. — Un Prêté rendu.
FOLIES-MARIGNY. — Les Etudiantes.
BEAUMARCHAIS. — Salvator Rosa.
CIRQUE D'HIVER. — Exercices équestres.

TRIBUNAL DE COMMERCE

MM. les créanciers qui n'auraient pas reçu d'avis sont priés de faire connaître leur adresse au Greffe, bureau n. 8.

Les créanciers peuvent prendre gratuitement au Tribunal communication de la comptabilité, les samedis, de dix à quatre heures.

§ 1.
CESSATIONS DE PAIEMENTS

PRODUCTIONS DE TITRES

Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créance, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur COUSTÉ, plâtrier, demeurant à Paris, rue de la Voie-Verte, n. 13,

Entre les mains de M. Meillencourt, rue Notre-Dame-des-Victoires, 40, syndic de la faillite (N. 1057 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 495 du Code de commerce, être procédé à la vérification et à l'admission des créances, qui commenceront immédiatement après l'expiration de ce délai

§ 2.
FAILLITES.

Jugements de déclaration de faillite.

Du 28 octobre.

Du sieur SUBLIME (François), ancien marchand de vin traiteur à Billancourt (Seine), rue du Point-du-Jour, 32, et demeurant actuellement à Aubervilliers, passage de l'Union, n. 1.

M. Salmon, juge-commaissaire.

M. Gauche, avenue Victoria, n. 7, syndic provisoire (N. 1254 du gr.).

Du sieur GUILLERMET (Désiré), entrepreneur de menuiserie, demeurant à Paris, ci-devant rue Berthollet, 17, et actuellement rue Croulebarbe, 45.

M. Salmon, juge-commissaire.

M. Pinet, boulevard Saint-Germain, n. 82, syndic provisoire (N. 1255 du gr.).

Du sieur Henry-Louis DUCROS, doreur-vernisseur, demeurant à Paris, rue Bouchardon, 18.

(Ouverture fixée provisoirement au 29 juin 1875.)

M. Bourgeois, juge-commissaire.

M. Hécaen, rue de Lancry, 9, syndic provisoire (N. 1256 du gr.).

Du sieur CHEVRON (Louis-Eugène), ancien marchand de vin, ayant demeuré à Paris, rue de Dunkerque, 24, et demeurant actuellement rue de Constance, 8.

(Ouverture fixée provisoirement au 16 septembre 1875.)

M. Couvreur, juge-commissaire.

M. Beaugé, avenue Victoria, n. 24, syndic provisoire (N. 1257 du gr.).

SYNDICAT.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées, pour assister à l'assemblée dans laquelle le juge-commissaire doit les consulter tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics, MM. les créanciers :

Du sieur VOULU (Jacques), boucher, demeurant à Paris, rue Germain-Pilon, 27, le 4 novembre, à 11 heures précises (N. 1244 du gr.).

Les tiers-porteurs d'effets ou d'endossements du failli n'étant pas connus, sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

PRODUCTIONS DE TITRES.

Sont invités à produire dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créance, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur ANOBLE (Alphonse), marchand de pommes de terre, demeurant à Gentilly, route de Fontainebleau, 126;

Entre les mains de M. Normand, rue des Grands-Augustins, 19, syndic de la faillite (N. 18626 du gr.).

Du sieur ANJARD (Théophile), négociant en bières, vins et spiritueux, demeurant à Paris, passage Lathuile, n. 6;

Entre les mains de M. Beaugé, avenue Victoria, 24, syndic de la faillite (N. 1164 du gr.).

Du sieur LAURENT-DESAINT, marchand de verreries, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, n. 99;

Entre les mains de M. Copin, rue de l'Odéon, 18, syndic de la faillite (N. 1185 du gr.).

Du sieur G. HIGEL, épicier, demeurant à Paris, rue de Belleville, 174;

Entre les mains de M. Normand, rue des Grands-Augustins, 19, syndic de la faillite (N. 1173 du gr.).

Pour, en conformité de l'article 493 du Code de commerce, être procédé à la vérification et à l'admission des créances, qui commenceront immédiatement après l'expiration de ce délai

VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS.

Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées des faillites, pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, aux vérification et affirmation de leurs créances, MM. les créanciers :

Du sieur VANDERSCHUEREN (Liévin), dit DESGRANGES père, marchand de vin, demeurant à Clichy-la-Garenne (Seine), route de la Révolte, 48, le 4 novembre, à 11 heures (N. 1067 du gr.).

Du sieur DÉCUPÈRE (Albert-Victor), fabricant de chapellerie, ayant demeuré à Paris, rue Neuve-Saint-Merri, 32, et demeurant acteellement rue Jacques-de-Brosse, 6, le 4 novembre, à 2 heures (N. 1076 du gr.).

NOTA. — Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

CONCORDAT.

Sont invités à se rendre aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des creanciers, pour entendre le rapport des syndics et délibérer sur la formation du concordat, ou, s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics, MM. les créanciers :

Des sieurs Louis VALLOT et Alexandre AJUSTOU, fabricants de noirs de charbon, demeurant à Paris, rue Saint-Bernard, 19, le 4 novembre, à 2 heures (N. 898 du gr.).

De la société en nom collectif et en commandite A.-V.-M. OLIVIER et Ce, ayant pour objet le commerce de chocolats, dont le siége est à Saint-Mandé, avenue du Bel-Air, 4, avec succursale à Paris, rue de Rambuteau, 56, ladite société composée de : 1° Alexandre-Victor-Marie Olivier, demeurant au siége social; 2° et un commanditaire, le 4 novembre, à 1 heure (N. 19540 du gr.).

De la société en nom collectif SORNIQUE frères, marchands de bois et charbons, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 187, ladite société composée de : 1° Ambroise Sornique, demeurant à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 187; et 2° Anatole Sornique, demeurant à Beaugency (Loiret), le 4 novembre, à 12 heures (N. 19571 du gr.).

Il ne sera admis que les créanciers vérifiés et affirmés.

Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication du rapport des syndics.

REMISE A HUITAINE DU CONCORDAT

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées de créanciers, pour reprendre la délibération ouverte sur le concordat proposé, l'admettre, s'il y a lieu, ou passer à la formation dans ce cas, l'union, et, de donner leur avis, tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics, MM. les créanciers :

Des sieurs : 1° LACARELLE (Lucien-Antoine); 2° LECLAIRE (Armand), ayant été associés de fait pour le commerce de tapisseries et ameublements demeurant tous deux à Paris, boulevard Malesherbes, 17, le 4 novembre, à 2 heures (N. 775 du du gr.).

NOTA. *Les créanciers de la faillite peuvent prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics.*

REDDITION DE COMPTE.

Sont invités à se rendre, aux jours et heures ci-après, au Tribunal de commerce, salle des assemblées des faillites, pour, conformément à l'article 537 du Code de commerce, entendre le compte définitif qui sera rendu par les syndics, le débattre, le clore, l'arrêter, leur donner décharge de leurs fonctions et donner leur avis sur l'excusabilité du failli, MM. les créanciers composant l'union de la faillite :

Du sieur MARCHAL (Ferdinand-Joseph) dit Marchal-Lagoutte, ancien marchand de tabletterie et débitant de tabac, rue Saint-Honoré, 256, à Paris, demeurant actuellement même ville, rue Sainte-Anne, 11, le 4 novembre, à 11 heures précises (N. 181 du gr.).

NOTA. Les créanciers et le failli peuvent prendre au greffe communication des compte et rapport des syndics.

RÉPARTITIONS.

MM. les créanciers vérifiés et affirmés :

Du sieur GRAFFEUIL (Etienne), fabricant de parapluies, demeurant à Paris, rue du Caire, n. 42, peuvent se présenter, de 3 à 5 heures, chez M. Legriel, syndic, boulevard Beaumarchais, 82, pour toucher un dividende de 14 fr. 94 c. pour 100. unique répartition (N. 49 du gr.).

Du sieur BÉZIER (Louis-Hippolyte), pharmacien, demeurant à Paris, rue de Lancry, 14, peuvent se présenter, de 3 à 5 heures, chez M. Legriel, syndic, boulevard Beaumarchais, 82, pour toucher un dividende de 0 fr. 60 c. pour 100, unipue répartition (N. 19832 du gr.).

Du sieur ARGER, fabricant de filets, demeurant à Paris, boulevard de Sébastopol, 96, peuvent se présenter, de 3 à 5 heures, chez M. Legriel, syndic, boulevard Beaumarchais, 82, pour toucher un dividende de 3 fr. 84 c. pour 100, unique répartition (N. 18688 du gr.).

CLÔTURE D'OPÉRATIONS.

Du 30 septembre 1875.

Jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui prononce pour cause d'insuffisance d'actif, conformément à l'article 527 du Code de commerce, la clôture des opérations de la faillite :

Du sieur GUILLUY, ancien marchand d'huiles, ayant demeuré route de Versailles, 46, à Billancourt, et actuellement sans domicile connu (N. 1038 du gr.).

Du sieur SCOUBART (Jean-Baptiste), marchand des quatre-saisons, demeurant à Montreuil, rue de Paris, 158 (N. 2015 du gr.).

Du sieur SCHAIBLE (Jean-Adam), agent de fabriques, demeurant à Paris, rue Magnan, 28 (N. 955 du gr.).

Du sieur DELBOR, marchand de charbons, ayant demeuré à Paris, rue Véron, 29, actuellement sans domicile connu (N. 983 du gr.).

Du sieur HUBY (Emile), ébéniste, demeurant à Paris, rue des Tournelles, 7 (N. 1075 du gr.).

Du sieur LEMIELLE, fabricant de braise chimique et commissionnaire en marchandises, demeurant à Paris, rue de Sèvres, 133 (N. 1042 du gr.).

Du sieur LÉVY (Maurice), grainetier, demeurant à Paris, rue Turbigo, 2 (N. 877 du gr.).

Du sieur GAYAT (Joseph), marchand de chaussures, demeurant à Levallois-Perret, rue de Courcelles, 50 (N. 1009 du gr.).

Du sieur BARBIER (Jean-Désiré), marchand d'articles de ménage, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 147 (N. 973 du gr.).

Du sieur CHARRIER (Etienne), marchand de vin, demeurant à Maisons-Alfort, rue des Bretons, 18 (N. 840 du gr.).

Du sieur ROCHAT (Louis), marchand de vin, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 228, ci devant, et actuellement rue de Villejust, 9 (N. 1001 du gr.).

Du sieur MAYNIAL (Antoine), ancien marchand ferrailleur à Paris, rue de la Roquette, 80, et demeurant actuellement à Neuilly-sur-Seine, rue de l'Ouest, 10 (N. 19689 du gr.),

Du sieur NICOURT (François), marchand de vin, demeurant à Paris, rue Descartes, 49 (N. 959 du gr.).

Du sieur DESSAIGNE (Adolphe), entrepreneur de peinture, demeurant à Paris, rue Richomme, 14 (N, 727 du gr.).

Du sieur AUBERT (Louis), marchand de vin, ayant demeuré à Paris, avenue Lowendahl, 27, et demeurant actuellement rue Traverse, 8 (N. 1040 du gr.).

Du sieur PALME (Jean-Baptiste), marchand de vin, demeurant à Paris, rue Laplace, 16 (N. 1044 du gr.).

Du sieur BRALLET (Edouard), ancien fabricant de carreaux à fours de boulanger, à Paris, rue Alphonse, 36, et y demeurant (N. 963 du gr.).

Du sieur Th. RAMBAUD, tenant hôtel meublé à Paris, rue Jean-Jacques Rousseau, 18, et demeurant rue des Saints-Pères, 5 (N. 905 du gr.).

Du sieur RENAULT, négociant en lingerie, demeurant ci-devant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Denis, 24, actuellement sans domicile connu (N. 949 du gr.).

Du sieur BERNARD, fabricant de produits chimiques, demeurant à Paris, rue de Marseille, 8 (N. 951 du gr.).

ASSEMBLÉES DE CRÉANCIERS

Du 30 octobre 1875.

1re *chambre.*

MIDI : Grandry, clôt. — Marand, affirm. — Gabrillargues, redd. de c.

DEUX HEURES : J. Le Roy et Ce, synd. — D'Hallu, clôt. — Herest dit Herain, id. — Duflou, concord. (2e délib.). — Meunier et Ce, redd. de c.

2e *chambre.*

DIX HEURES : Veuve Dugrosprez, clôt. — Laborie, id. — Bourot fils, id. — Mathieu, redd. de c. — Saubot, clôt.

DEUX HEURES : Lancelin, synd. — Namslauer, vérif. — Audoyer, concord. — Perrée, délib.

VENTES MOBILIÈRES

VENTES PAR AUTORITÉ DE JUSTICE

Le 30 octobre.

En l'hôtel des Commissaires-priseurs, rue Rossini, 6.

Consistant en :

6381—Bureaux, tables, étaux, forge, outils, table, etc.
6382—Buffets, tables, chaises, fourneaux, comptoirs, etc.
6383—Banquette, glace, horloge, tableaux, chaises, etc.
6384—Presse, laminoir, établis, bureau, billot, etc.
Sentier des Chamaillards, 49.
6385—Tables, chaises, buffet, lampes, vaisselle, échelle, etc.
Rue du Mail, 6.
6386—Canapé, chaises, pendule, fauteuils, glaces, etc.

Le 31 octobre.

Rue de Fontenay, 7, à Montreuil-sous-Bois.
6387—Table, buffet, pendule, chaises, commode, caisse, etc.
Rue de l'Avenir, 25, villa Merelli, à Asnières.
6388—Piano, tabouret, tables, chaises, appareils à gaz, etc.
Place publique à Boulogne-sur-Seine.
6389—Coffre-fort, bureaux, presse à copier, agencements, etc.
Rue de Paris, 49, à Bagneux.
6398—Pompe à manége, tuyaux, tonneaux, etc.
Cours de Vincennes, 90, à St-Mandé.
6391—Batterie de cuisine, chaises, tables, bureau, etc.
Rue de Paris, 50, à Montreuil-s.-Bois.
6392—Machine à vapeur et accessoires, démolitions, etc.
Rue de Paris, 118, aux Lilas.
6393—Comptoir, caisse, machine à coudre, etc.
Place au Marché à Saint-Maur.
6394—Comptoir, bureau, sucre, savon, huile, etc.

L'un des propriétaires, gérant,
C. DELAUNEY.

GODCHAU

MISE EN VENTE

Rayons spéciaux au 1er et au 2e étage, pour l'Exportation.

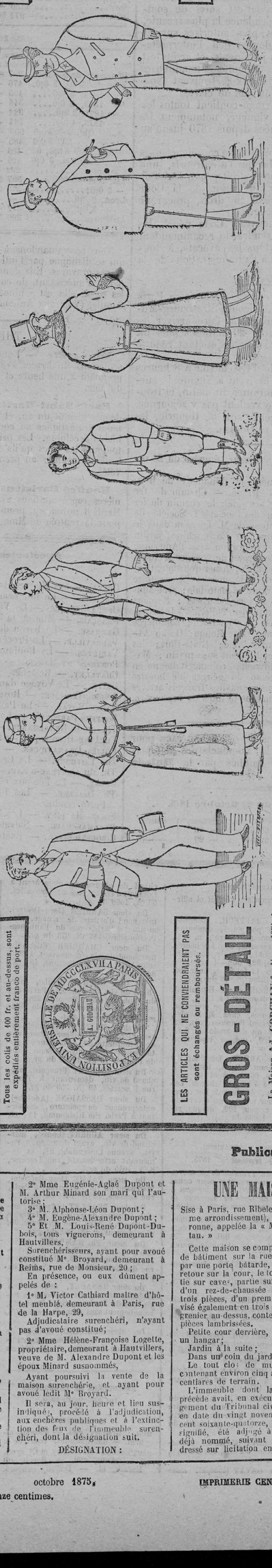
MODÈLES EXCLUSIFS DE LA MAISON Ad. GODCHAU seule peut offrir à sa nombreuse Clientèle, et son chiffre de ventes annuelles est assez éloquent; elle fait actuellement plus de onze millions d'affaires.

EXPÉDITIONS
Pour la Corse, l'Algérie et les Colonies françaises.
L'affranchissement n'a lieu que jusqu'au port d'embarquement.

MÉDAILLE D'OR COL. MÉDAILLE DE BRONZE Exposit. Univ.

RAYON SPÉCIAL DE VÊTEMENTS SUR MESURE sans augmentation de prix.

EXPORTATION



lui ont fait conquérir un rang distingué dans le haut commerce parisien et lui ont assuré un succès toujours croissant. Elle a d'ailleurs fourni des preuves sérieuses de l'impossibilité de lui faire concurrence, et sa ligne de conduite a pour base : *Droiture et Loyauté*. Le bon marché incontestable de ses produits qui n'exclut en rien l'élégance et la solidité, les immenses opérations qu'elle traite avec l'exportation lui permettent d'étendre ses opérations et d'offrir, à chaque saison, les assortiments les plus variés et les types les plus parfaits de la mode parisienne, avec des avantages de prix que l'on ne pourrait rencontrer ailleurs. Aussi la Maison **Ad. GODCHAU** a une réputation d'honorabilité qu'elle tient à conserver. Beaucoup de maisons annoncent des prix imaginaires; le bon marché ne consiste pas dans la modicité des prix seulement, mais encore faut-il y joindre la finesse et la bonne qualité des tissus : c'est ce que la Maison **Ad. GODCHAU** seule peut offrir à sa nombreuse Clientèle, et son chiffre de ventes annuelles est assez éloquent; elle fait actuellement plus de onze millions d'affaires.

Maison de premier ordre :

PANTALONS drap noir, bonne qualité, *exclusif à la Maison*	10f	12f 15f	18f 20f
PANTALONS noir fin, qualité extra	12f	15f 18f	23f 25f
PANTALONS nouveautés Elbeuf, 1,200 dispositions variées, extra solides	12f	15f 18f	23f 25f
PANTALONS haute nouveauté anglaise, coupe nouvelle	13f	16f 19f	23f 26f
GILETS noir fin, habillés	4f	5f 7f	9f 12f
GILETS cassimir noir supérieur, droits ou croisés		6f 8f	10f 13f
GILETS drap fantaisie, haute nouveauté, droits ou croisés		7f 9f	11f 13f
GILETS drap rabine bleu, droits ou croisés		8f 10f	13f 15f
COSTUMES drap d'Elbeuf, pointille et mélangé, pour enfants de 3 à 8 ans.			9f 12f
COSTUMES complets, haute nouveauté d'Elbeuf, façon et garniture riches, pour enfants de 3 à 8 ans.			24f 30f 36f
COSTUMES complets, drap fantaisie, pour enfants de 8 à 12 ans			17f 25f 30f
COSTUMES complets, haute nouveauté, garniture riche, pour enfants de 8 à 12 ans			26f 32f 40f
PARDESSUS ou macfarlanes drap rabine, de 3 à 8 ans			11f 13f 17f 20f 25f
PARDESSUS et macfarlanes, drap rabine, de toutes nuances, pour garçons de 9 à 12 ans			13f 16f 19f 24f

GONDOLIÈRES en drap montonné, bordés de toutes nuances			14f 18f 24f
VESTONS castor uni pour la chambre, le bureau et le travail			6f 10f 16f
VESTONS drap mousse bleu, bordés drap, col velours, doublés entièrement			16f
VESTONS drap rabine bleu ou nouveauté chevriotte anglaise, très élégants, dernière mode			20f 25f 30f 35f
JAQUETTES drap pointillé, col de velours, doublées entièrement			25f 30f 35f 40f
JAQUETTES drap bleu, marron, olive et bronze, bordés soie, col velours,			25f 30f 35f 45f
JAQUETTES armures, diagonales ou façonnées, piquées ou bordées, col velours			55f 65f 70f
Habillement complet de cérémonie	Redingote doublée alpaga		16f 28f tout le vêtement complet
	Pantalon		8
En drap noir fin, dernière mode.	Gilet droit sans chaîne		4
Habill. comp. p. mariages, soirées	Habit ou Redingote		20f 32f tout le vêtement complet
	Pantalon		8
En drap noir fin, coupe élégante.	Gilet		4
Habillement complet de cérémonie	Redingote croisée		25f 45f 55f 65f
	Pantalon		13
Drap noir, extra-riche.	Gilet droit ou croisé		7

Quelques Prix ci-dessous donnent une idée des Avantages réels qu'on trouve dans cette Maison de premier ordre :

LE COLBERT pardessus hiver, frisé, ondulé mousse. Gros boutons, article exclusif		45 fr.	
Magnifique PARDESSUS drap ratiné bleu, doublé chaudement, satin laine, bordé drap, col velours		12 fr.	
PARDESSUS chambellan montonné ou ondulé		26 fr.	
PARDESSUS (boucl.) double face, bleu, marron, gris, marengo	24f 28f 32f	30f 35f	
PARDESSUS à taille, croisés, drap, gros boutons, enduit bleu, bordé ou piqué entièrement, double laine, col velours	29f 33f 38f 45f	35f 45f 55f 60f	
PARDESSUS à taille, croisés, chinchilla, bleu, gris, marron ou noir, entièrement double laine ou écossais, manches soie, col velours. Article se vendant partout 120 fr.	75f	45f 55f 65f	
PARDESSUS à taille, croisés, extra riches, haute nouveauté, entièrement doublés soie, toutes nuances	20f 25f 30f 35f	70f 80f 95f	
PARDESSUS édredon, noir, bleu ou marengo, doublés en laine, col velours	25f 55f 65f	75f 85f 100f	
PARDESSUS de fourrures, pour le voyage, en chat de Russie, renard, marmottes, loutre, vison d'Amérique et astrakan, depuis	45f 18f 22f	30f 35f 40f	
MACFARLANES reversibles, frisé bleu, bordés ou piqués, col velours, article exclusif	25f 30f 35f	120f 20 fr.	

12, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 12
au coin de la rue Bergère, 37 et 39.

COMPTOIR GÉNÉRAL DE L'EXPORTATION

M^on AD.

GRANDE MISE EN VENTE

Rayons spéciaux au 1er et au 2e étage, pour l'Exportation.

MODÈLES EXCLUSIFS DE LA MAISON Ad. GODCHAU seule peut offrir à sa nombreuse Clientèle, et son chiffre de ventes annuelles est assez éloquent; elle fait actuellement plus de onze millions d'affaires.

EXPÉDITIONS
Pour l'Alsace-Lorraine, la Belgique, la Hollande et la Suisse.
Tous les colis de 100 fr. et au-dessus, sont expédiés entièrement franco de port.

LES ARTICLES QUI NE CONVIENDRAIENT PAS sont échangés ou remboursés.

GROS - DÉTAIL

La Maison **Ad. GODCHAU** fondée en 1854, dans un local relativement restreint de la rue Croix-des-Petits-Champs a vu, en quelques années, ses affaires prendre une extension considérable; un premier agrandissement était nécessaire. Son nouveau domicile, rue Vivienne, 2, ne put bientôt suffire. Aujourd'hui, cette importante Manufacture de vêtements est installée dans sa nouvelle Maison du faubourg Montmartre, où elle a réuni ses salles de vente au détail, des ateliers pour les principaux coupeurs, et plus de 200 ouvriers tailleurs dont on a besoin dans les travaux urgents, car, indépendamment de ces ouvriers et de ceux à qui elle procure du travail toute l'année, la Maison **Ad. GODCHAU** a des ateliers à Paris, rue du Frère-Philippe, 24, 26, 28, 30; à Lille, faubourg Notre-Dame, 81; à Marle (Aisne), et à Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre); elle occupe dans ces divers ateliers un personnel de plus de 4,000 ouvriers. L'organisation exceptionnelle de cette Maison, l'importance de ses opérations avec la Maison de premier ordre, les immenses capitaux dont elle dispose,

Quelques Prix ci-dessous donnent une idée des Avantages réels qu'on trouve dans cette Maison de premier ordre :

LE COLBERT pardessus hiver, frisé, ondulé mousse. Gros boutons, article exclusif		45 fr.	
Magnifique PARDESSUS drap ratiné bleu, doublé chaudement, satin laine, bordé drap, col velours		12 fr.	
PARDESSUS chambellan montonné ou ondulé		26 fr.	
PARDESSUS (boucl.) double face, bleu, marron, gris, marengo	24f 28f 32f	30f 35f	
PARDESSUS à taille, croisés, drap, gros boutons, enduit bleu, bordé ou piqué entièrement, double laine, col velours	29f 33f 38f 45f	35f 45f 55f 60f	
PARDESSUS à taille, croisés, chinchilla, bleu, gris, marron ou noir, entièrement double laine ou écossais, manches soie, col velours. Article se vendant partout 120 fr.	75f	45f 55f 65f	
PARDESSUS à taille, croisés, extra riches, haute nouveauté, entièrement doublés soie, toutes nuances	20f 25f 30f 35f	70f 80f 95f	
PARDESSUS édredon, noir, bleu ou marengo, doublés en laine, col velours	25f 55f 65f	75f 85f 100f	
PARDESSUS de fourrures, pour le voyage, en chat de Russie, renard, marmottes, loutre, vison d'Amérique et astrakan, depuis	45f 18f 22f	30f 35f 40f	
MACFARLANES reversibles, frisé bleu, bordés ou piqués, col velours, article exclusif	25f 30f 35f	120f 20 fr.	

12, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 12
au coin de la rue Bergère, 37 et 39.

COMPTOIR GÉNÉRAL DE L'EXPORTATION

AVIS

Toutes les annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile, ainsi que celles relatives aux ventes en matière de faillites, peuvent être insérées dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX.

(Arrêté de M. le préfet de la Seine, en date du 12 décembre 1874, inséré dans notre numéro du 1er janvier 1875.)

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES

MAISON A BOULOGNE-SUR-SEINE

Etude de Me **G. BAUDOUIN**, successeur de Me Branche, avoué, avenue Victoria, 14, à Paris.

Vente, sur surenchère du sixième, au Palais de Justice, à Paris, le 11 novembre 1875, à deux heures,

D'une **MAISON**, avec écurie et cour, sise à Boulogne-sur-Seine, rue des Aveugles, 4, à l'angle de la route de Versailles.

Contenance : 167 m. 35 c. environ.

Mise à prix : 3,167 fr.

S'adresser à Mes **BAUDOUIN**, Henriet et Gamard, avoués. (9648)

TERRAIN A NEUILLY-SUR-SEINE

Etude de Me **LEVESQUE**, avoué à Paris, rue des Bons-Enfants, 21.

Vente, au Palais de Justice, à Paris, sur surenchère des sixièmes, le jeudi 11 novembre 1875, à deux heures,

D'un **TERRAIN**, en nature de jardin, sis à Neuilly-sur-Seine, île de la Grande-Jatte, boulevard circulaire, d'une contenance de 818 mètres.

Mise à prix : 3,500 fr.

S'adresser pour les renseignements :

A Me **AUDOIN**, avoué. (9670)

MAISON EN CONSTRUCTION A **VINCENNES**

Etude de Me **LAMY**, avoué à Paris, boulevard de Sébastopol, 135.

Vente sur baisse de mise à prix, au Palais de Justice, à Paris, le samedi 20 novembre 1875, à deux heures,

D'une **MAISON** en construction à Vincennes, avenue des Sabotiers (près l'avenue de Marigny). Contenance : 630 mètres environ.

Mise à prix : 8,000 fr.

S'adresser :

Audit Me **LAMY** et à Me Foussier, avoués. (9673)

PROPRIÉTÉ A St-JEAN-LE-BLANC

Etude de Me **BEAULIEU**, docteur en droit, avoué à Orléans, 53, r. de la Bretonnerie.

Vente, par suite de conversion de saisie réelle, à la barre du Tribunal civil d'Orléans, le mercredi 10 novembre 1875 heure de midi, en trois lots, avec faculté de réunion,

D'une grande **PROPRIÉTÉ**, circonstances et dépendances, sise au bourg de la commune de Saint-Jean-le-Blanc, près Orléans.

Cette propriété, dans laquelle s'exploite une usine de verrerie, dite l'Usine de la Verrerie des Capucins d'Orléans, peut parfaitement, à raison de ses immenses magasins et caves, de la machine à vapeur qui s'y trouve, des transmissions qui y sont installées, convenir à tout autre genre d'industrie, notamment à une fabrique de poterie, à une filature de laine ou de coton, à une fabrique d'engrais, à une meunerie à vapeur, à une fonderie. Elle pourrait également convenir à un commerce de bois et charbon et de vins en gros.

Cette propriété, d'une contenance d'environ 2 hectares, entourée de murs de tous côtés, se compose de bâtiments, cours et jardins formant autrefois les bâtiments claustraux, l'église, la cour et les jardins de la communauté des capucins d'Orléans, fondée par Catherine de Médicis et Henri III, en 1578, dans les anciens jardins des ducs d'Orléans. L'église, qui existe encore, a été bâtie en 1611.

Par son étendue, par la disposition de ses bâtiments, et surtout par l'ancienne église, dont on a respecté les constructions, cette propriété peut parfaitement être appropriée à sa première destination.

Elle est construite sur les bords de la Loire, mais les bâtiments, magasins et cours sont à l'abri des inondations, et n'est distante d'Orléans que d'un demi-kilomètre environ,

Sur la mise à prix :

Pour le premier lot, de.....	13,000 fr.
Pour le deuxième lot, de....	8,000 fr.
Pour le troisième lot, de....	1,500 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1° A Me **BEAULIEU**, avoué à Orléans, rue de la Bretonnerie, 53.

2° A Me Lefèvre, avoué à Orléans, rue des Petits-Souliers, 32.

3° A Me Rabier, avoué à Orléans, n° 11, rue d'Escures.

4° A Me Thauvin, notaire à Orléans, 26, rue d'Illiers.

5° A Me Nouvellon, notaire à Orléans, cloître Sainte-Croix, 1.

6° Et au greffe du Tribunal d'Orléans. (9600)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES

ADJON sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 16 nov. 1875, d'**une MAISON A PARIS** rue Malher, 3, à l'angle de la rue du Roi-de-Sicile.

Revenu net : 18,338 fr. Mise à prix : 250,000 fr.

S'ad. aux not. Mes Batardy, rue Drouot, 19, et Fould, 24, rue Saint-Marc, dépos. de l'enchère. (9566)

PROPRIÉTÉ à Joinville-le-Pont, 8, rue de Créteil, à vendre, sur une enchère, en la chambre des notaires, le 2 novembre 1875.—Conten., 465 m. env. — Jouissance au 15 avril 1876. — Mise à prix : 12,000 fr. — S'ad. à la propriété, et à M. Rigaud 2, r. de Créteil, ou à Me Vian, notaire, 1, rue de Turbigo. (9608)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER

DE CLERMONT A TULLE

L'assemblée générale des actionnaires du 9 septembre dernier, n'ayant pas réuni un nombre de voix suffisant pour la validité des délibérations, conformément à l'article 32 des statuts, MM. les actionnaires sont convoqués de nouveau, en assemblée générale ordinaire, pour le mardi 30 novembre prochain, au siége social, à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 53, en conformité de l'article 33 desdits statuts.

Le dépôt des actions doit être effectué vingt jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion, soit au siége de la société, soit dans les caisses de la société Générale de Crédit Industriel et Commercial, rue de la Victoire, 72. (2531)

FRÈRES MAHON R. RIVOLI, 30, lundi, jeudi. Maladies de peau, de cheveux (2641)

STÉRILITÉ DE LA FEMME

constitutionnelle ou accidentelle, complètement détruite par le traitement de Mme LACHAPELLE, maîtresse sage-femme, professeur d'accouchements. — Consultations tous les jours, de 3 à 5 heures, rue Monthabor, 27, près les Tuileries. (1120)

8e année.

LE MONITEUR
DE LA BANQUE ET DE LA BOURSE
Paraît tous les Dimanches
EN GRAND FORMAT DE 16 PAGES

Résumé de chaque Numéro :
Bulletin politique. — Bulletin financier.
Bilans des établissements de crédit.
4 fr. par AN — Recettes des ch. de fer. Correspondance étrangère. Nomenclature des coupons échus, des appels de fonds, etc. Cours des valeurs en banque et en bourse. Liste des tirages. Vérifications des nos sortis. — 4 fr. par AN
Correspondance des abonnés. Renseignements.

PRIME GRATUITE
Manuel des Capitalistes
1 fort volume in-8e.

PARIS — 7, rue Lafayette, 7 — PARIS
Envoyer mandat-poste ou timbres-poste. (1380);

PARIS — USINE — 32, rue Doudeauville — TUCKER

DÉTAIL : 19, rue du Quatre-Septembre
Fabrication mécanique de Lits en fer. Dossiers en arcades sans augmentation de prix. — ROULETTES faïence, solides et propres, *ne marquant ni les planchers ni les tapis.*
BON MARCHÉ
Fabrication spéciale de tous Articles de Literie (1227);

AVIS

Les annonces, réclames industrielles et autres sont reçues au bureau du journal.

VOIES URINAIRES Rétrécissement, Impuissance, Aff. secrètes. Maladies des femmes, Stérilité, etc. Traitement spécial et curatif du Dr GŒURY-DUVIVIER, 7, *boul. Sébastopol*, de 1 à 4 h. et par correspondance.

SURDITÉ et BRUITS guéris sans opération. Doct. GUÉRIN, R. Valois, 17. 1h à 2h. Traite par correspondce. *Guide du Traitement* 2 fr.

Publications légales. — Sociétés commerciales. — Faillites.

AVIS

La publication légale des actes de société est obligatoire, pour l'année 1875, dans l'un des quatre journaux suivants :

La Gazette des Tribunaux ;
Le Droit ;
Le journal général d'Affiches, dit *Petites-Affiches ;*
Les Affiches parisiennes.

INSERTIONS LÉGALES

Etude de Me BROYARD, avoué à Reims.

ADJUDICATION

Le mardi 9 novembre 1875, heure de midi,

En l'audience des criées du Tribunal civil de Reims, au Palais-de-Justice de ladite ville,

Aux requête, poursuite et diligence de :

1° M. Victor-Alexandre-Edmond Dupont;

2° Mme Eugénie-Aglaé Dupont et M. Arthur Minard son mari qui l'autorise ;

3° M. Alphonse-Léon Dupont ;

4° M. Eugène-Alexandre Dupont ;

5° Et M. Louis-René Dupont-Dubois, tous vignerons, demeurant à Hautvillers,

Surenchérisseurs, ayant pour avoué constitué Me Broyard, demeurant à Reims, rue de Monsieur, 20 ;

En présence, ou eux dûment appelés de :

1° M. Victor Cathiard maître d'hôtel meublé, demeurant à Paris, rue de la Harpe, 29,

Adjudicataire surenchéri, n'ayant pas d'avoué constitué ;

2° Mme Hélène-Françoise Logette, propriétaire, demeurant à Hautvillers, veuve de M. Alexandre Dupont et les époux Minard susnommés,

Ayant poursuivi la vente de la maison surenchérie, et ayant pour avoué ledit Me Broyard.

Il sera, au jour, heure et lieu susindiqués, procédé à l'adjudication, aux enchères publiques et à l'extinction des feux de l'immeuble surenchéri, dont la désignation suit.

DÉSIGNATION :

UNE MAISON

Sise à Paris, rue Ribelette, 7 (vingtième arrondissement), ancien Charonne, appelée la « Maison de l'Etau. »

Cette maison se compose d'un corps de bâtiment sur la rue ayant entrée par une porte bâtarde, avec aile en retour sur la cour, le tout élevé, partie sur caves, partie sur terre-plein ; d'un rez-de-chaussée distribué en trois pièces, d'un premier étage divisé également en trois pièces, et d'un grenier au-dessus, contenant plusieurs pièces lambrissées.

Petite cour derrière, dans laquelle un hangar ;

Jardin à la suite ;

Dans un coin du jardin un bassin.

Le tout clos de murs mitoyens, contenant environ cinq ares cinquante centiares de terrain.

L'immeuble dont la désignation précède avait, en exécution d'un jugement du Tribunal civil de Reims, en date du vingt novembre mil huit cent soixante-quatorze, enregistré et signifié, été adjugé à M. Cathiard déjà nommé, suivant procès-verbal dressé sur licitation entre les veuve et héritiers Dupont-Logette, par Me Aubron, notaire à Paris, le douze octobre dernier, moyennant huit mille cent francs.

Mais, par suite de la surenchère faite par les consorts Dupont au greffe du Tribunal civil de Reims, le dix-neuf octobre dernier, enregistré et dénoncé, l'immeuble sera revendu sur la

Mise à prix de :

9,450 fr.

En sus des charges.

Fait et rédigé par l'avoué poursuivant soussigné.

Reims, le vingt-sept octobre mil huit cent soixante-quinze.

Signé : J. BROYARD.

Enregistré à Reims, le vingt-huit octobre mil huit cent soixante-quinze, folio 48, verso, case 2, reçu, décimes compris, un franc quatre-vingt-huit centimes. Signé : Miret.

S'adresser pour les renseignements :

A Me Broyard, avoué à Reims ;

Et à Me Aubron, notaire à Paris, avenue Victoria, 18. (9677)

SOCIÉTÉS

Suivant acte reçu par Me Charles Morel-d'Arleux et son collègue, notaires à Paris, le quatorze octobre mil huit cent soixante-quinze,

MM. Jules W IL

Et Maurice WEIL, tous deux négociants, demeurant à Paris, rue des Vosges, 5,

Ont formé entre eux, pour six années, qui ont commencé à courir le premier octobre mil huit cent soixante-quinze pour finir à pareil jour de l'année mil huit cent quatre-vingt-un, une société en nom collectif ayant pour objet le commerce de commissionnaire en marchandises et la vente à crédit par abonnement, sous la dénomination de :

CRÉDIT DES FAMILLES.

Le siége social est établi à Paris, rue des Vosges, 5, mais il pourra être changé du consentement des associés.

La raison et la signature sociales sont :

J. et M. W IL.

La société est administrée par les deux associés; la signature sociale appartient à chacun d'eux, et ils peuvent en faire usage conjointement ou séparément pour les affaires commerciales. Les actes de gestion et d'administration sont faits, sous la signature sociale, par l'un ou l'autre des deux associés.

Il ne peut être fait usage de la signature sociale que pour les besoins et affaires de la société.

Si l'un des associés venait à souscrire sous la raison sociale des engagements étrangers à la société, l'autre associé aurait le droit de demander la dissolution.

Le capital social a été fixé à la somme de quarante mille francs, fournis pour moitié par chacun des associés, et déjà versés par eux à la caisse sociale, lequel capital s'augmentera des bénéfices faits par la société jusqu'au premier janvier mil huit cent soixante-dix-neuf.

Il a été convenu qu'en cas de décès de l'un des associés la société continuerait de plein droit entre l'associé survivant et la veuve de l'associé prédécédé, et que ladite veuve aurait dans la société les mêmes droits et les mêmes obligations que son mari.

La société sera dissoute de plein droit :

1° Par l'expiration du temps fixé pour sa durée ;

2° Par le décès du survivant de MM. J et M. Weil ;

3° Si la veuve de l'associé premier décédé, devenue associée, venait elle-même à décéder ;

4° Sur la demande de l'un ou l'autre des associés, mais seulement à l'expiration de la troisième année de la société, et à charge par celui qui voudrait cette dissolution de prévenir son coassocié avant le premier avril mil huit cent soixante-dix-huit ;

5° Enfin, sur la domande de l'un ou l'autre des associés, dans le cas où un ou plusieurs inventaires successifs constateraient une perte du quart du capital social.

Expéditions dudit acte de société ont été déposées au greffe du Tribunal de commerce de Paris et au greffe de la justice de paix du quatrième arrondissemen de ladite ville, le vingt-neuf octobre mil huit cent soixante-quinze. (1819)

Enregistré à Paris, le octobre 1875,
Reçu trois francs soixante-quinze centimes.

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER. — A. CHAIX ET Cie, RUE BERGÈRE, 20, PARIS
Certifié l'insertion sous le n°

Vu pour la légalisation de la signature de MM. A. CHAIX et Ce,
Le Maire du 9e arrondissement,